

Journal officiel

de l'Union européenne

C 217

Édition
de langue française

Communications et informations

51^e année

26 août 2008

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
II <i>Communications</i>		
COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE		
Commission		
2008/C 217/01	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	1
2008/C 217/02	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.5202 — Triton/Altor/Papyrus Group) ⁽¹⁾	4
2008/C 217/03	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.5209 — Dupont/Danisco) ⁽¹⁾	4
2008/C 217/04	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.5213 — Total/Sonatrach/JVs) ⁽¹⁾	5
2008/C 217/05	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.5229 — OMV/Lehman/Met/JV) ⁽¹⁾	5
IV <i>Informations</i>		
INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE		
Commission		
2008/C 217/06	Taux de change de l'euro	6

FR

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

2008/C 217/07	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001	7
2008/C 217/08	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises ⁽¹⁾	15

V Avis

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

Agence européenne des médicaments

2008/C 217/09	Appel de manifestations d'intérêt pour des agents contractuels pour des missions temporaires (EMEA, Londres)	17
---------------	--	----

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission

2008/C 217/10	Aide d'État — Allemagne — Aide d'État C 34/08 (ex N 170/08) — Grand projet d'investissement — Deutsche Solar — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	19
---------------	--	----



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

II

(Communications)

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE
L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION

**Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE
Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 217/01)

Date d'adoption de la décision	13.5.2008
Aide n°	N 743/07
État membre	Pologne
Région	Wielkopolskie
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	MAN Accounting Centre Sp. z o.o.
Base juridique	Projekt uchwały Rady Ministrów w sprawie ustanowienia programu wieloletniego pod nazwą „Wsparcie finansowe inwestycji realizowanej przez MAN Accounting Centre Sp. z o.o. w Poznaniu pod nazwą: MAN Accounting Centre Sp. z o.o., w latach 2007–2009” Projekt umowy ramowej o udzielenie dotacji celowej pomiędzy Ministrem Gospodarki a MAN Accounting Centre Sp. z o.o. Humax Poland Sp. z o.o. Art. 117 ustawy z dnia 30 czerwca 2005 r. o finansach publicznych (Dz.U. z 2005 r., nr 249 poz. 2104 ze zm.)
Type de la mesure	Aide individuelle
Objectif	Développement régional, emploi
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Montant global de l'aide prévue: 1,29 Mio PLN
Intensité	4,27 %
Durée	Jusqu'au 31 décembre 2009
Secteurs économiques	Tous services
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Minister Gospodarki Plac Trzech Krzyży 3/5 PL-00-507 Warszawa
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Date d'adoption de la décision	16.7.2008
Aide n°	N 760/07
État membre	France
Région	France
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Modification du crédit d'impôt en faveur de la production phonographique
Base juridique	Article 220 <i>octies</i> du code général des impôts
Type de la mesure	Régime
Objectif	Promotion de la culture
Forme de l'aide	Réduction du taux d'imposition
Budget	Dépenses annuelles prévues: 10 Mio EUR Montant global de l'aide prévue: 30 Mio EUR
Intensité	20 %
Durée	2007-2009
Secteurs économiques	Services récréatifs, culturels et sportifs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministère de la culture
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Date d'adoption de la décision	16.7.2008
Aide n°	N 60/08
État membre	Italie
Région	Sardegna
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Norme per lo sviluppo del cinema in Sardegna
Base juridique	Legge regionale 20 settembre 2006, n. 15
Type de la mesure	Régime
Objectif	Promotion de la culture
Forme de l'aide	Subvention directe, Prêt à taux réduit
Budget	Dépenses annuelles prévues: 2,5 Mio EUR
Intensité	50 %
Durée	2008-2010
Secteurs économiques	Services récréatifs, culturels et sportifs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Regione Sardegna
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Date d'adoption de la décision	24.6.2008
Aide n°	N 67/08
État membre	Pologne
Région	Małopolskie, Dolnośląskie
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Google Poland Sp. z o.o.
Base juridique	Projekt umowy ramowej o udzielenie dotacji celowej pomiędzy Ministrem Gospodarki a Google Poland Sp. z o.o. Projekt Uchwały Rady Ministrów z w sprawie ustanowienia programu wieloletniego pod nazwą „Wsparcie finansowe inwestycji realizowanej w Krakowie oraz Wrocławiu przez Google Poland Sp. z o.o. pod nazwą: Google Operations Centre, w latach 2008 i 2009” Art. 117 Ustawy z dnia 30 czerwca 2005 r. o finansach publicznych
Type de la mesure	Aide individuelle
Objectif	Développement régional, Emploi
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Montant global de l'aide prévue: 3,159 Mio PLN
Intensité	8,9 %; 8,2 %
Durée	Jusqu'au 31 décembre 2009
Secteurs économiques	Tous services
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Minister Gospodarki Plac Trzech Krzyży 3/5 PL-00-507 Warszawa
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.5202 — Triton/Altor/Papyrus Group)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 217/02)

Le 11 août 2008, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il puisse contenir. Il sera disponible:

- dans la section «concurrence» du site Internet Europa (<http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/cases/>). Ce site Internet propose plusieurs outils pour aider à localiser des décisions de concentrations individuelles, tel qu'un index par société, par numéro de cas, par date et par secteur d'activité,
- en support électronique sur le site Internet EUR-Lex sous le numéro de document 32008M5202. EUR-Lex est l'accès en ligne au droit communautaire (<http://eur-lex.europa.eu>).

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.5209 — Dupont/Danisco)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 217/03)

Le 10 juillet 2008, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il puisse contenir. Il sera disponible:

- dans la section «concurrence» du site Internet Europa (<http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/cases/>). Ce site Internet propose plusieurs outils pour aider à localiser des décisions de concentrations individuelles, tel qu'un index par société, par numéro de cas, par date et par secteur d'activité,
 - en support électronique sur le site Internet EUR-Lex sous le numéro de document 32008M5209. EUR-Lex est l'accès en ligne au droit communautaire (<http://eur-lex.europa.eu>).
-

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.5213 — Total/Sonatrach/JVs)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 217/04)

Le 11 août 2008, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en français et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il puisse contenir. Il sera disponible:

- dans la section «concurrence» du site Internet Europa (<http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/cases/>). Ce site Internet propose plusieurs outils pour aider à localiser des décisions de concentrations individuelles, tel qu'un index par société, par numéro de cas, par date et par secteur d'activité,
- en support électronique sur le site Internet EUR-Lex sous le numéro de document 32008M5213. EUR-Lex est l'accès en ligne au droit communautaire (<http://eur-lex.europa.eu>).

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.5229 — OMV/Lehman/Met/JV)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 217/05)

Le 18 août 2008, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il puisse contenir. Il sera disponible:

- dans la section «concurrence» du site Internet Europa (<http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/cases/>). Ce site Internet propose plusieurs outils pour aider à localiser des décisions de concentrations individuelles, tel qu'un index par société, par numéro de cas, par date et par secteur d'activité,
 - en support électronique sur le site Internet EUR-Lex sous le numéro de document 32008M5229. EUR-Lex est l'accès en ligne au droit communautaire (<http://eur-lex.europa.eu>).
-

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET
ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

25 août 2008

(2008/C 217/06)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,4767	TRY	lire turque	1,7528
JPY	yen japonais	162,32	AUD	dollar australien	1,7021
DKK	couronne danoise	7,4595	CAD	dollar canadien	1,5424
GBP	livre sterling	0,7966	HKD	dollar de Hong Kong	11,5326
SEK	couronne suédoise	9,351	NZD	dollar néo-zélandais	2,0837
CHF	franc suisse	1,6214	SGD	dollar de Singapour	2,0923
ISK	couronne islandaise	120,75	KRW	won sud-coréen	1 594,4
NOK	couronne norvégienne	7,933	ZAR	rand sud-africain	11,3964
BGN	lev bulgare	1,9558	CNY	yuan ren-min-bi chinois	10,1126
CZK	couronne tchèque	24,402	HRK	kuna croate	7,1701
EEK	couronne estonienne	15,6466	IDR	rupiah indonésien	13 526,57
HUF	forint hongrois	233,93	MYR	ringgit malais	4,9824
LTL	litas lituanien	3,4528	PHP	peso philippin	67,29
LVL	lats letton	0,7035	RUB	rouble russe	36,0795
PLN	zloty polonais	3,3045	THB	baht thaïlandais	50,355
RON	leu roumain	3,5195	BRL	real brésilien	2,3979
SKK	couronne slovaque	30,315	MXN	peso mexicain	14,9376

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001

(2008/C 217/07)

Aide n°: XA 172/08

État membre: Italie

Région: Provincia autonoma di Trento

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:

L.P. 28.3.2003, n. 4 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati» — Art. 3 — Termini di presentazione delle domande, modalità attuative e condizioni di ammissibilità relativamente all'art. 17 (Premio d'insediamento)

Base juridique:

1. L.P. 28.3.2003, n. 4 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati», articolo 17
2. Deliberazione della Giunta provinciale n. 3006 del 21 dicembre 2007, ayant pour objet: L.P. 28.3.2003, n. 4 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati» — Art. 3 — Termini di presentazione delle domande, modalités attuative e condizioni di ammissibilità relativement aux artt. 17 (Premio d'insediamento), 25 (Apicoltura), 42 (Agevolazioni per la zootecnia), 44 (Agevolazioni per l'apicoltura) et 46, 1^o et 3^o comma (Agevolazioni per le produzioni vegetali)
3. Deliberazione della Giunta provinciale n. 122 del 25 gennaio 2008 ayant pour objet la modifica alla deliberazione n. 3006 del 21 dicembre 2007
4. Deliberazione della Giunta provinciale n. 876 del 4 avril 2008 ayant pour objet la modifica alla deliberazione n. 3006 del 21 dicembre 2007

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: 2 000 000 EUR

Intensité maximale des aides: L'aide sera plafonnée à 40 000 EUR par exploitation

Date de la mise en œuvre: L'aide est mise en œuvre à partir de la date de publication sur le site officiel de la direction générale

de l'agriculture et du développement rural de la Commission du numéro définitif attribué à l'aide

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: Les aides pourront être accordées jusqu'au 31 décembre 2013

Objectif de l'aide: L'aide consiste en une prime unique accordée aux jeunes exploitants âgés de 18 à 40 ans, s'installant pour la première fois à la tête d'une exploitation agricole et possédant des connaissances et des compétences adéquates. L'aide vise à augmenter la compétitivité des exploitations agricoles en encourageant le renouvellement des générations, au sens de l'article 7 du règlement (CE) n° 1857/2006.

L'aide est accordée dans les limites et conditions prévues à l'article 22 du règlement (CE) n° 1698/2006 de la Commission

Secteur(s) concerné(s): Code NACE: A.01.30 — Culture et élevage associés

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Provincia autonoma di Trento — Servizio aziende agricole e territorio rurale
Via G.B. Trener, 3
I-38100 Trento

Adresse du site web:

1. www.trentinoagricoltura.net;
2. http://www.consiglio.provincia.tn.it/banche_dati/codice_provinciale/clex_ricerca_per_campi.it.asp (per quanto riguarda le leggi provinciali);
3. <http://www.delibere.provincia.tn.it/> (per quanto riguarda le deliberazioni)

Autres informations: —

Aide n°: XA 173/08

État membre: Italie

Région: Provincia autonoma di Trento

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:

L.P. 28.3.2003, n. 4 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati» — Art. 3 — Termini di presentazione delle domande, modalità attuative e condizioni di ammissibilità relativemente all'art. 46, comma 1 (Agevolazioni per le produzioni vegetali)

Base juridique:

1. L.P. 28.3.2003, n. 4 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati», articolo 46
2. Deliberazione della Giunta provinciale n. 3006 del 21 décembre 2007, ayant pour objet: L.P. 28.3.2003, n. 4 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati» — Art. 3 — Termini di presentazione delle domande, modalités attuative e condizioni di ammissibilità relativemente agli artt. 17 (Premio d'insediamento), 25 (Alpicoltura), 42 (Agevolazioni per la zootecnia), 44 (Agevolazioni per l'apicoltura) e 46, 1^o e 3^o comma (Agevolazioni per le produzioni vegetali)
3. Deliberazione della Giunta provinciale n. 122 del 25 gennaio 2008 ayant pour objet la modifica alla deliberazione n. 3006 del 21 décembre 2007
4. Deliberazione della Giunta provinciale n. 876 del 4 aprile 2008 ayant pour objet la modifica alla deliberazione n. 3006 del 21 décembre 2007

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: 4 000 000 EUR

Intensité maximale des aides: L'aide sera octroyée jusqu'à concurrence de 50 % des dépenses admissibles et pourra être portée à 55 % en cas d'investissements réalisés par de jeunes agriculteurs dans les cinq ans suivant leur installation

Date de la mise en œuvre: L'aide est mise en œuvre à partir de la date de publication sur le site officiel de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission du numéro définitif attribué à l'aide

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: Les aides pourront être accordées jusqu'au 31 décembre 2013

Objectif de l'aide: L'aide vise à améliorer la compétitivité et le revenu des exploitations agricoles en soutenant les investissements matériels en vue d'une modernisation, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 1857/2006. L'aide est plus particulièrement destinée à promouvoir une meilleure qualité des productions végétales, notamment grâce à la réalisation de structures et de travaux d'amélioration des terres

Intensité des aides: Jusqu'à 50 % des dépenses admissibles et jusqu'à 55 % dans le cas d'investissements réalisés par de jeunes agriculteurs dans les cinq ans suivant leur installation. Sont exclues les aides pour l'achat de plantes annuelles ou pour de nouvelles plantations de pommiers, de poiriers ou de pêchers.

Les mesures relatives au drainage et aux dispositifs et aux travaux d'irrigation sont exclues, à moins qu'elles permettent une réduction d'au moins 25 % par rapport à la consommation d'eau précédente. Les aides à de simples interventions de remplacement ne sont pas admissibles au bénéfice du régime

Secteur(s) concerné(s): Code NACE: A.01.24 (Culture de fruits à pépins et à noyau), A.01.25 (Culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque), A.01.50 (Culture et élevage associés)

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Provincia autonoma di Trento — Servizio aziende agricole e territorio rurale
Via G.B. Trener, 3
I-38100 Trento

Adresse du site web:

1. www.trentinoagricoltura.net;
2. http://www.consiglio.provincia.tn.it/banche_dati/codice_provinciale/clex_ricerca_per_campi.it.asp (per quanto riguarda le leggi provinciali);
3. <http://www.delibere.provincia.tn.it/> (per quanto riguarda le deliberazioni)

Autres informations: —

Aide n°: XA 174/08

État membre: Italie

Région: Provincia autonoma di Trento

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:

L.P. 28.3.2003, n. 4 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati» — Art. 3 — Termini di presentazione delle domande, modalità attuative e condizioni di ammissibilità relativamente all'art. 46, comma 3 (Agevolazioni per le produzioni vegetali)

Base juridique:

1. L.P. 28.3.2003, n. 4 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati», articolo 46
2. Deliberazione della Giunta provinciale n. 3006 del 21 décembre 2007, ayant pour objet: L.P. 28.3.2003, n. 4 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati» — Art. 3 — Termini di presentazione delle domande, modalités attuative e condizioni di ammissibilità relativemente agli artt. 17 (Premio d'insediamento), 25 (Alpicoltura), 42 (Agevolazioni per la zootecnia), 44 (Agevolazioni per l'apicoltura) e 46, 1^o e 3^o comma (Agevolazioni per le produzioni vegetali)

3. Deliberazione della Giunta provinciale n. 122 del 25 gennaio 2008 avente per oggetto la modifica alla deliberazione n. 3006 del 21 dicembre 2007

4. Deliberazione della Giunta provinciale n. 876 del 4 aprile 2008 avente per oggetto la modifica alla deliberazione n. 3006 del 21 dicembre 2007

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: 3 000 000 EUR

Intensité maximale des aides: L'aide sera octroyée jusqu'à concurrence de 50 % des dépenses admissibles et pourra être portée à 55 % en cas d'investissements réalisés par de jeunes agriculteurs dans les cinq ans suivant leur installation

Date de la mise en œuvre: L'aide est mise en œuvre à partir de la date de publication sur le site officiel de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission du numéro définitif attribué à l'aide

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: Les aides pourront être accordées jusqu'au 31 décembre 2013

Objectif de l'aide: L'aide vise à améliorer la compétitivité et le revenu des exploitations agricoles en soutenant les investissements matériels en vue d'une modernisation, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 1857/2006. L'aide est plus particulièrement destinée à promouvoir une meilleure qualité des productions végétales, notamment grâce à la réalisation de structures et de travaux d'amélioration des terres. Les aides sont versées aux bénéficiaires finals par l'intermédiaire de leurs sociétés coopératives respectives ou de leurs groupements, qui se chargent de présenter la demande

Intensité des aides: Jusqu'à 50 % des dépenses admissibles et jusqu'à 55 % dans le cas d'investissements réalisés par de jeunes agriculteurs dans les cinq ans suivant leur installation. Sont exclues les aides pour l'achat de plantes annuelles ou pour de nouvelles plantations de pommiers, de poiriers ou de pêcheurs. Les aides à de simples interventions de remplacement ne sont pas admissibles au bénéfice du régime

Secteur(s) concerné(s): Code NACE: A.01.24 (Culture de fruits à pépins et à noyau), A.01.25 (Culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque), A.01.50 (Culture et élevage associés)

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Provincia autonoma di Trento — Servizio Aziende agricole e territorio rurale
Via G.B. Trener, 3
I-38100 Trento

Adresse du site web:

1. www.trentinoagricoltura.net;
2. http://www.consiglio.provincia.tn.it/banche_dati/codice_provinciale/clex_ricerca_per_campi.it.asp (per quanto riguarda le leggi provinciali);

3. <http://www.delibere.provincia.tn.it/> (per quanto riguarda le deliberazioni)

Autres informations: —

Aide n°: XA 175/08

État membre: Espagne

Région: Castilla y León

Intitulé du régime d'aide:

Aportación económica a las actividades promovidas por los Consejos Reguladores y demás Asociaciones Sectoriales Alimentarias para el desarrollo de programas voluntarios de fomento y divulgación de la calidad alimentaria

Base juridique:

Orden de la Consejería de Agricultura y Ganadería, por la que se aprueban las bases reguladoras de la aportación económica del Instituto Tecnológico Agrario de Castilla y León a las actividades promovidas por los Consejos Reguladores y demás Asociaciones Sectoriales Alimentarias para el desarrollo de programas voluntarios de fomento y divulgación de la calidad alimentaria, para el período 2008-2013.

Acuerdo del Consejo del Instituto Tecnológico Agrario de Castilla y León por el que se convoca para el año 2008 la aportación económica a las actividades promovidas por los Consejos Reguladores y demás Asociaciones Sectoriales Alimentarias para el desarrollo de programas voluntarios de fomento y divulgación de la calidad alimentaria

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Le montant de la subvention prévue est 4 000 000 EUR par an

Intensité maximale des aides: Les lignes d'aides indiquées au chapitre II de la décision du conseil de l'Instituto Tecnológico Agrario de Castilla y León (Itacyl) prévoient les intensités maximales suivantes:

— PROGRAMME I «SOUTIEN À LA RÉALISATION D'ÉTUDES»

La participation financière maximale de l'Itacyl s'élèvera à 75 % du budget de l'étude mais ne devra pas dépasser 30 000 EUR par an.

— PROGRAMME II «SOUTIEN À LA PRODUCTION DE PRODUITS AGRICOLES DE QUALITÉ»

1. La participation financière de l'Itacyl aux coûts des taxes perçues par des organismes de certification est déterminée sur la base des pourcentages indiqués ci-après, dans la limite d'un plafond de 18 000 EUR par an et par bénéficiaire:

— 1^{ère} année: jusqu'à 100 % des coûts justifiés.

— 2^e année: jusqu'à 80 % des coûts justifiés.

- 3^e année: jusqu'à 60 % des coûts justifiés.
 - 4^e année: jusqu'à 40 % des coûts justifiés.
 - 5^e année: jusqu'à 20 % des coûts justifiés.
2. La participation financière de l'Itacyl aux coûts des contrôles effectués par les organismes de contrôle de l'utilisation des indications géographiques, des appellations d'origine et des labels écologiques est déterminé sur la base des pourcentages indiqués ci-après, dans la limite d'un plafond de 60 000 EUR par an et par bénéficiaire, dans le respect des limites suivantes:
- 1^{ère} année: jusqu'à 100 % des coûts justifiés.
 - 2^e année: jusqu'à 80 % des coûts justifiés.
 - 3^e année: jusqu'à 60 % des coûts justifiés.
 - 4^e année: jusqu'à 40 % des coûts justifiés.
 - 5^e année: jusqu'à 20 % des coûts justifiés.
3. La participation financière de l'Itacyl aux coûts dérivés de l'introduction des normes UNE-EN 45011, ISO 9000 et ISO 14000 pourra s'élever jusqu'à 75 % du montant des activités approuvées et dûment justifiées, dans la limite d'un plafond de 15 000 EUR par système de qualité et entité bénéficiaire.
4. En ce qui concerne le *Consejo de Agricultura Ecológica de Castilla y León* et uniquement dans le cas des coûts décrits au paragraphe 2, le montant maximal de la contribution de l'Itacyl pourra atteindre 100 % des coûts dûment justifiés. La limite annuelle pourra s'élever à 120 000 EUR.
- PROGRAMME III «SOUTIEN AUX GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS»
1. La participation financière de l'Itacyl aux activités décrites ci-dessous sera déterminée sur la base des pourcentages indiqués ci-après, dans la limite d'un plafond fixé pour la période 2008-2013 à 400 000 EUR par entité bénéficiaire, conformément à l'article 9 du règlement (CE) n° 1857/2006:
- 1^{ère} année: jusqu'à 100 % des coûts justifiés.
 - 2^e année: jusqu'à 80 % des coûts justifiés.
 - 3^e année: jusqu'à 60 % des coûts justifiés.
 - 4^e année: jusqu'à 40 % des coûts justifiés.
 - 5^e année: jusqu'à 20 % des coûts justifiés.
- Activités comprises dans le programme III:
- L'acquisition de matériel de bureau (y compris équipement et programmes informatiques)
 - Les frais de personnel administratif
 - Les coûts généraux et frais juridiques et administratifs
 - Consommables, réparations, impôts et assurances
 - Conseil financier et comptable
 - Frais de notaire, d'enregistrement, etc.
- Conseil juridique
 - Locations
 - Dans le cas des conseils régulateurs des appellations d'origine et des indications géographiques protégées, d'autres organismes de gestion des vins de qualité produits dans une région déterminée (v.q.p.r.d.) (associations des vins de qualité porteurs d'une indication géographique) et du Conseil de l'agriculture écologique de Castille-Leon, l'achat de locaux, auquel cas les frais éligibles correspondants se limitent à ceux d'une location au prix du marché.
 - Gestion intégrée externe (gérance, conseil, etc.).
2. En ce qui concerne le *Consejo de Agricultura Ecológica de Castilla y León*, le montant maximal que l'Itacyl apportera à ce programme s'élèvera à 100 % des coûts dûment justifiés, dans la limite annuelle de 60 000 EUR.
- PROGRAMME IV «SOUTIEN DES ACTIVITÉS DE PROMOTION»
- La participation financière de l'Itacyl pour la présentation de produits et la participation à des foires nationales pourra s'élever jusqu'à 50 % des coûts approuvés et dûment justifiés, dans la limite de 60 000 EUR par an et par entité bénéficiaire
- Date de la mise en œuvre:** Le régime d'aide sera appliqué à compter de la date de publication du numéro d'enregistrement de la demande d'exemption prévue au règlement (CE) n° 1857/2006 sur le site de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne et jusqu'au 31 décembre 2013
- Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle:** Le régime pourra rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 2013
- Objectif de l'aide:** *Objectif général:* lancement et exécution de programmes volontaires de qualité des produits agroalimentaires de Castille-León à l'initiative des conseils régulateurs des appellations d'origine protégée et indications géographiques protégées, des organismes de gestion des vins de qualité produits dans des régions déterminées (v.q.p.r.d.), du *Consejo de Agricultura Ecológica de Castilla y León* et des associations sectorielles alimentaires, qui sont toutes des associations à but non lucratif.
- Ces aides bénéficient de l'exemption prévue aux articles 9, 14 et 15 du règlement (CE) n° 1857/2006:
- Les programmes I de soutien à la réalisation d'études et II de soutien à la production de produits agricoles de qualité s'inscrivent dans le cadre de l'article 14 du règlement.
 - Le programme III de soutien aux groupements de producteurs relève de l'article 9 du règlement.
 - Le programme IV de soutien des activités de promotion est mis en œuvre conformément aux dispositions prévues à l'article 15 du règlement.

Investissements admissibles au bénéfice de l'aide: les aides sont destinées aux activités suivantes:

PROGRAMME I «SOUTIEN À LA RÉALISATION D'ÉTUDES»

- A. Études préparatoires concernant des demandes de reconnaissance d'appellations d'origine, d'indications géographiques protégées ou de v.q.p.r.d.
- B. Rédaction de manuels qualité et de procédures générales et spécifiques, conformément à la norme EN-45011, concernant les appellations d'origine, les indications géographiques protégées et les v.q.p.r.d.
- C. Autres études liées à la modification ou à l'adaptation de la réglementation et des cahiers des charges relatifs aux appellations d'origine, indications géographiques protégées ou v.q.p.r.d.

PROGRAMME II «SOUTIEN À LA PRODUCTION DE PRODUITS AGRICOLES DE QUALITÉ»

- A. Coûts des taxes perçues par des organismes de certification inscrits au registre des entités de certification des produits agroalimentaires de Castille-León concernant le produit en question.
- B. Coûts des contrôles réalisés par les autorités compétentes ou par les entités agissant pour le compte de celles-ci, ou bien par des organismes indépendants chargés du contrôle et de la surveillance de l'utilisation des indications géographiques et appellations d'origine ainsi que des labels écologiques et de qualité.
- C. Dans le cas des conseils régulateurs des appellations d'origine et indications géographiques protégées, des organes de gestion des vins de qualité produits dans une région déterminée (v.q.p.r.d.) et du *Consejo de Agricultura Ecológica de Castilla y León*, les coûts dérivés de l'introduction des normes UNE-EN 45011, ISO 9000 et ISO 14000. Ces coûts regroupent les frais de conseil et les coûts d'audit interne dans le cas des normes ISO 9000 et 14000, ainsi que les coûts d'accréditation dans le cas de la norme UNE-EN 45011.

PROGRAMME III «SOUTIEN AUX GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS»

- A. L'acquisition de matériel de bureau (y compris l'équipement et les programmes informatiques)
- B. Les coûts relatifs au personnel administratif
- C. Les coûts généraux ainsi que les frais juridiques et administratifs
 - Consommables, réparations, impôts et assurances
 - Conseil financier et comptable
 - Frais de notaire, d'enregistrement, etc.
 - Conseil juridique
 - Locations

D. Dans le cas des conseils régulateurs des appellations d'origine et indications géographiques protégées, autres organes de gestion des vins de qualité produits dans une région déterminée (v.q.p.r.d.) (associations des vins de qualité portant une indication géographique) et du *Consejo de Agricultura Ecológica de Castilla y León*, l'achat de locaux, auquel cas les frais éligibles correspondants se limitent aux frais de location au prix du marché.

E. Gestion intégrée externe (gérance, conseil, etc.)

PROGRAMME IV «SOUTIEN DES ACTIVITÉS DE PROMOTION»

- A. Présentation de produits
- B. Participation à des foires nationales

Secteur concerné: Secteur agricole

Bénéficiaires: conseils régulateurs des appellations d'origine protégée et indications géographiques protégées, les organes de gestion des vins de qualité produits dans une région déterminée (v.q.p.r.d.) et associations sectorielles alimentaires

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Instituto Tecnológico Agrario de Castilla y León
Carretera de Burgos, Km. 119
E-47071 Valladolid

Adresse du site web:

Le texte complet du régime d'aide peut être consulté sur la page web correspondante du gouvernement de Castille-León à l'adresse suivante:

<http://www.jcyl.es/AyudaEstado20072013>

Liens directs:

<http://www.jcyl.es/jcyl/ayudasestado/BasesReguladorasPrograma-VoluntariosFomentoDivulgacionCalidadAlimentaria.doc>

<http://www.jcyl.es/jcyl/ayudasestado/ConvocatoriaProgramaVoluntariosFomentoDivulgacionCalidadAlimentaria.doc>

Autres informations: —

Valladolid, le 28 février 2008

El director general del Instituto Tecnológico Agrario de Castilla y León
Jesús María GÓMEZ SANZ

Aide n°: XA 176/08

État membre: France

Région: Département des Bouches-du-Rhône

Intitulé du régime d'aides:

Programme d'aide aux investissements dans les exploitations agricoles installées depuis moins de cinq ans

Bases juridiques:

- Article 4 du règlement (CE) n° 1857/2006
- Articles L 1511-2 à L 1511-5 du Code général des collectivités territoriales
- Projet de délibération du Conseil général des Bouches-du-Rhône

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides: 200 000 EUR par an

Intensité maximale des aides: 40 % maximum du coût des investissements éligibles plafonnés à 25 000 EUR, soit 10 000 EUR maximum d'aide par exploitation (un seul et unique projet aidé par porteur de projet)

Date de mise en œuvre: A partir de la date de publication du numéro d'enregistrement de la demande d'exemption sur le site de la Direction générale de l'Agriculture et du Développement rural de la Commission

Durée du régime d'aide: Jusqu'au 31 décembre 2013

Objectifs et modalités de l'aide: Ce régime d'aides a pour objectif d'aider les exploitations agricoles des Bouches-du-Rhône à résister à la très forte pression urbaine propre à cette région, qui impose aujourd'hui de mobiliser tous les moyens de nature à consolider et à permettre à l'agriculture de conserver sa place sur le territoire.

Ce régime d'aides s'inscrit dans le cadre de l'article 4 du règlement (CE) n° 1857/2006

Les soutiens iront aux investissements matériels dans les exploitations dans les cinq premières années d'activité puisque ce sont ces nouvelles exploitations qui sont les plus particulièrement pénalisées par la pression urbaine et doivent faire face à d'importants investissements pour rester compétitives et conforter leur développement, dans une perspective toujours plus qualitative et respectueuse des hommes et du territoire.

Les investissements éligibles devront répondre au moins à l'une des trois priorités suivantes correspondant à au moins un des objectifs de l'article 4 du règlement d'exemption agricole:

- des pratiques agricoles renforcées respectueuses de l'environnement,
- la valorisation collective ou individuelle des productions par des démarches de qualité,
- l'amélioration des conditions de travail et d'accueil des salariés agricoles sur les exploitations, en particulier pour des raisons de sécurité.

1. Pratiques agricoles renforcées respectueuses de l'environnement

- Construction et/ou aménagement d'un local pour produits phytosanitaires

— Investissements destinés à la pratique de l'agriculture biologique ou à la certification en agriculture raisonnée ...

— Dispositifs d'irrigation à la parcelle depuis une ressource de surface (*)

— Création d'aires de remplissage et de nettoyage de produits phytosanitaires

— Équipements liés aux améliorations des dispositifs de fertilisation/irrigation, de traitement pour limitation des intrants, d'épandage d'engrais, de gestion des effluents d'élevage, d'installation de systèmes d'arrosage depuis une ressource de surface économes en eau (avec micro-asperseur, goutte à goutte), enrouleurs pour récupérateur des paillages plastique et des bâches de serre, matériel de désherbage non chimique ...

2. Démarches d'amélioration de la qualité et de valorisation des productions

Investissements pour l'orientation du système de production vers une démarche qualité

Acquisition de matériel informatique ou autres équipements en vue d'assurer la traçabilité des produits, l'obtention de signes officiels de qualité, la sécurité sanitaire des produits, le suivi parcellaire ...

Investissements dans le cadre de projets de valorisation des productions auprès des consommateurs

- Création d'un atelier de stockage-conditionnement
- Création d'une unité de vente dans un local non séparé du reste de l'exploitation.

3. Investissements nécessaires à l'amélioration des conditions de travail, au maintien ou au développement de l'emploi salarié

- Amélioration des conditions de travail, de sécurité, d'hygiène sur l'exploitation (chariots élévateurs; matériels de protection; vestiaires avec douches ...)
- Construction ou réhabilitation de logements à l'usage réservé aux salariés et ouvriers agricoles.

À noter, quelles que soient l'orientation stratégique et la nature des investissements concernés, les simples opérations de remplacement sont exclues

Secteurs concernés: Toutes les exploitations des Bouches-du-Rhône (toutes filières)

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Monsieur le Président du Conseil général des Bouches-du-Rhône
 Direction de l'agriculture et du tourisme
 Hôtel du Département
 52, avenue de Saint-Just
 F-13256 Marseille Cedex 20

Adresse du site web:

<http://www.cg13.fr/amenagements/agriculture/agriculture.html>

(*) À noter que pour les investissements en matière d'irrigation, le bénéficiaire de l'aide devra s'engager à réduire ses consommations d'eau d'au moins 25 %.

Aide n°: XA 177/08

État membre: République de Slovénie

Région: Območje občine Lenart

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:

Podpora programom razvoja podeželja v občini Lenart 2008–2013

Base juridique:

Pravilnika o ohranjanju in spodbujanju razvoja kmetijstva in podeželja v občini Lenart za programsko obdobje 2008–2013 (II. poglavje)

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:

2008: 83 600 EUR

2009: 83 700 EUR

2010: 83 800 EUR

2011: 83 900 EUR

2012: 84 000 EUR

2013: 84 100 EUR

Intensité maximale des aides:

1. *Investissements dans les exploitations agricoles en faveur de la production primaire:*

- jusqu'à 50 % des coûts éligibles dans les zones défavorisées,
- jusqu'à 40 % des coûts d'investissement éligibles dans les autres zones.

Les aides sont accordées en faveur des investissements dans la rénovation d'éléments des exploitations et l'achat d'équipements et de matériels agricoles destinés à la production agricole, ainsi qu'en faveur des investissements dans les cultures permanentes et l'aménagement des pâturages.

2. *Conservation de bâtiments traditionnels:*

- jusqu'à 100 % des dépenses engagées pour les investissements destinés à la conservation d'éléments du patrimoine sans finalité productive situés sur des exploitations agricoles,

- jusqu'à 60 % des coûts éligibles dans les zones défavorisées et dans les autres zones, à condition qu'il ne résulte de l'investissement en cause aucun accroissement de la capacité de production de l'exploitation,

- jusqu'à 100 % du surcoût inhérent à l'utilisation de matériaux traditionnels dont l'emploi s'impose pour préserver l'authenticité «historique» du bâtiment.

3. *Aides en faveur du paiement des primes d'assurance:*

- le concours financier de la commune complète le cofinancement des primes d'assurance à partir du budget national, jusqu'à concurrence de 50 % des coûts éligibles pour assurer les cultures et produits contre les phénomènes météorologiques défavorables et pour assurer les animaux contre les risques de mortalité pour cause de maladie.

4. *Aides au remembrement:*

- jusqu'à 100 % des frais de justice et des frais administratifs réels.

5. *Aides destinées à encourager la production de produits agricoles de qualité:*

- jusqu'à 100 % des coûts éligibles. L'aide est accordée en nature sous la forme de services subventionnés et n'implique pas de paiements directs en espèces aux producteurs.

6. *Assistance technique dans le secteur agricole:*

- jusqu'à 100 % des coûts en ce qui concerne l'enseignement et la formation dispensés à l'intention des agriculteurs; les services de conseil; l'organisation de forums, de concours, d'expositions et de foires; et les publications, les catalogues et les sites web. L'aide est accordée en nature sous la forme de services subventionnés et n'implique pas de paiements directs en espèces aux producteurs.

Date de la mise en œuvre: Avril 2008 (l'aide ne sera pas accordée tant que les présents renseignements n'auront pas été publiés sur le site web de la Commission européenne)

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: Jusqu'au 31 décembre 2013

Objectif de l'aide: Soutien aux PME

Référence aux articles du règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission et coûts éligibles: Le chapitre II de la proposition de règlement municipal «Pravilnik o ohranjanju in spodbujanju razvoja kmetijstva in podeželja v Občini Lenart za programsko obdobje 2008-2013» prévoit des mesures qui constituent une aide d'État conforme aux articles suivants du règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001 (JO L 358 du 16.12.2006, p. 3)

- article 4: Investissements dans les exploitations agricoles,

- article 5: Conservation de paysages et de bâtiments traditionnels,

- article 12: Aides en faveur du paiement des primes d'assurance,
- article 13: Aides au remembrement,
- article 14: Aides destinées à encourager la production de produits agricoles de qualité,
- article 15: Assistance technique dans le secteur agricole

Secteur(s) concerné(s): Agriculture

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Občina Lenart, Trg Osvoboditve 7, SLO-2230 Lenart

Adresse du site web:

<http://www.izit.si/muv/index.php?action=showIzdaja&year=2008&izdajaID=436> (MUV št. 4/2008, s. 97)

Autres informations: La mesure en faveur du paiement des primes d'assurance pour assurer les cultures et produits inclut les phénomènes météorologiques défavorables suivants, pouvant être assimilés à des calamités naturelles: gel printanier, grêle, foudre, incendies provoqués par la foudre, tempêtes et inondations.

Le règlement municipal satisfait aux exigences du règlement (CE) n° 1857/2006 en ce qui concerne les mesures devant être mises en œuvre par la commune et les dispositions communes (étapes préalables à l'octroi de l'aide, cumul, transparence et contrôle).

À la date de l'entrée en vigueur du présent régime d'aide, le régime d'aide XA 189/07 cessera d'être applicable.

Janez KRAMBERGER
Maire de Lenart

Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 217/08)

Aide n°	XS 128/08
État membre	Pologne
Région	Południowo-zachodni — Woj. Dolnośląskie
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle	Przedsiębiorstwo Handlowo — Produkcyjne „Metal” Jerzy Siofer
Base juridique	1) Art. 6 ustawy z dnia 29 lipca 2005 r. o niektórych formach wspierania działalności innowacyjnej (Dz.U. nr 179, poz. 1484, z późn. zm.) 2) Umowa kredytu technologicznego nr 07/1429 udzielonego ze środków Funduszu Kredytu Technologicznego zawarta w dniu 29 kwietnia 2008 r.
Type de la mesure	Ad hoc
Budget	Montant global de l'aide prévue: 377 341,87 EUR
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 6, et l'article 5 du règlement
Date de mise en œuvre	12.5.2008
Durée	30.4.2013
Objectif de l'aide	Petites et moyennes entreprises
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides aux PME
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Bank Gospodarstwa Krajowego Al. Jerozolimskie 7 PL-00-955 Warszawa

Aide n°	XS 130/08
État membre	Lettonie
Région	—
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle	Tirgus orientēto pētījumu projektu programma
Base juridique	2006. gada 5. februāra MK noteikumi Nr. 72 “Tirgus orientēto pētījumu projektu finansējuma sadales kārtība”
Type de la mesure	Régime
Budget	Dépenses annuelles prévues: 1 Mio LVL
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 6, et l'article 5 du règlement
Date de mise en œuvre	16.6.2008
Durée	31.12.2012
Objectif de l'aide	Petites et moyennes entreprises
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides aux PME
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Izglītības un zinātnes ministrija Vaļņu iela 2 LV-1050 Rīga

Aide n°	XS 131/08
État membre	Allemagne
Région	Freistaat Sachsen
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle	Beihilferegelung für die Förderung der Inanspruchnahme von Dienstleistungen durch externe Berater im Rahmen der Förderung aus Mitteln des Europäischen Sozialfonds und des Freistaates Sachsen auf der Basis des Operationellen Programms zur Strukturfondsförderung des Freistaates Sachsen (OP) 2000-2006 (Regelung des Freistaates Sachsen für die Förderung von Dienstleistungen durch externe Berater aus ESF- und komplementären Landesmitteln)
Base juridique	Verordnung (EG) Nr. 1260/1999, (EG) Nr. 1784/1999 Operationelles Programm zur Strukturfondsförderung des Freistaates Sachsen 2000-2006 Richtlinie des Sächsischen Staatsministeriums für Wirtschaft und Arbeit für die Förderung von aus dem Europäischen Sozialfonds mitfinanzierten Projekten (ESF-Richtlinie) vom 3. Februar 2006
Type de la mesure	Régime
Budget	Dépenses annuelles prévues: 0,9 Mio EUR
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 6, et l'article 5 du règlement
Date de mise en œuvre	31.12.2006
Durée	31.12.2008
Objectif de l'aide	Petites et moyennes entreprises
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides aux PME
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Sächsische Aufbaubank — Förderbank Pirnaische Straße 9 D-01069 Dresden
Aide n°	XS 142/08
État membre	Pologne
Région	Południowo-Zachodni
Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle	NTP CIBIS Sp. z o.o.
Base juridique	Ustawa z dnia 8 października 2004 r. o zasadach finansowania nauki art. 10, Rozporządzenie Ministra Nauki i Szkolnictwa Wyższego Dz.U. nr 221 z 14 listopada 2007 r. § 3 ust. 1, umowa nr II-194/P-214/2008
Type de la mesure	Ad hoc
Budget	Montant global de l'aide prévue: 39 275 EUR
Intensité maximale des aides	En conformité avec l'article 4, paragraphes 2 à 6, et l'article 5 du règlement
Date de mise en œuvre	15.4.2008
Durée	15.4.2008
Objectif de l'aide	Petites et moyennes entreprises
Secteurs économiques	Tous les secteurs pouvant bénéficier d'aides aux PME
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministerstwo Nauki i Szkolnictwa Wyższego Ul. Wspólna 1/3 PL-00-529 Warszawa

V

(Avis)

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

AGENCE EUROPÉENNE DES MÉDICAMENTS

Appel de manifestations d'intérêt pour des agents contractuels pour des missions temporaires (EMEA, Londres)

(2008/C 217/09)

L'Agence européenne des médicaments (EMEA) est chargée de coordonner l'évaluation et la surveillance des médicaments à usage humain et vétérinaire dans l'Union européenne [voir le règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil — JO L 136 du 30.4.2004, p. 1]. Créée en janvier 1995, l'EMEA entretient des contacts intensifs avec la Commission européenne, les 27 États membres de l'UE, les pays de l'Espace économique européen (EEE) et de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ainsi que de nombreuses autres instances du secteur public et privé. L'Agence offre un environnement de travail multiculturel stimulant.

De plus amples informations sur l'EMEA et ses activités sont facilement accessibles sur l'internet, à l'adresse (URL) suivante: <http://www.emea.europa.eu>

L'EMEA souhaite organiser une procédure de sélection pour les candidats intéressés par des missions temporaires en tant qu'agents contractuels. Les types de postes sont publiés dans un document séparé disponible sur le site internet de l'EMEA.

Les candidats retenus seront inclus sur une liste de réserve et un contrat de trois mois à cinq ans pourra leur être proposé, conformément au régime applicable aux autres agents des Communautés européennes [JO L 56 du 4.3.1968 ⁽¹⁾] et aux dispositions générales d'application de l'EMEA concernant les procédures régissant l'engagement et le recours au personnel contractuel au sein de l'EMEA ⁽²⁾.

Une mission temporaire peut porter sur le remplacement des agents temporaires de l'EMEA (par exemple en cas de congé maternité, de congé paternité, de congé familial, de congé parental, de congé sans solde ou d'arrêt maladie longue durée) ou sur des projets à court terme spécifiques si des fonds sont disponibles. En aucun cas le contrat de travail d'un agent contractuel ne peut donner lieu à un contrat d'agent temporaire sans la réussite d'une procédure de sélection supplémentaire. Les contrats d'agent contractuel ne peuvent pas être renouvelés plus d'une fois.

Le lieu d'affectation est Canary Wharf, à Londres.

Les candidats doivent être des ressortissants d'un État membre des Communautés européennes, de l'Islande, de la Norvège ou du Liechtenstein et doivent jouir de leurs droits civiques.

Les candidats doivent s'être acquittés de leurs obligations militaires et répondre aux critères imposés pour les tâches concernées.

⁽¹⁾ http://ec.europa.eu/civil_service/docs/toc100_fr.pdf

⁽²⁾ <http://www.emea.europa.eu/pdfs/general/admin/recruit/42125407en.pdf>

Les conditions complètes et la description des tâches doivent être téléchargées à partir du site internet de l'Agence:

<http://www.emea.europa.eu/htms/general/admin/recruit/recruitnew.htm>

Les candidatures doivent être déposées par voie électronique en utilisant le formulaire disponible sur le site internet de l'EMEA. Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 24 septembre 2008.

Veillez noter qu'en raison du nombre élevé de candidatures que l'EMEA reçoit, lorsque la date limite de dépôt des candidatures est proche, le système peut se trouver temporairement engorgé. Il est, dès lors, conseillé aux candidats d'envoyer leur candidature dans un délai raisonnable avant la date limite.

Si vous souhaitez que les publications de postes vacants vous soient notifiées par voie électronique, veuillez vous inscrire en ligne à l'adresse suivante: <http://www.emea.europa.eu>, rubrique «Online Mailing Service».

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

COMMISSION

AIDE D'ÉTAT — ALLEMAGNE

Aide d'État C 34/08 (ex N 170/08) — Grand projet d'investissement — Deutsche Solar

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 217/10)

Par lettre du 16 juillet 2008, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Allemagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur la mesure à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des aides d'État
B-1049 Bruxelles
Fax (32-2) 296 12 42

Ces observations seront communiquées à l'Allemagne. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

DESCRIPTION DE LA MESURE ET DU PROJET D'INVESTISSEMENT

Le bénéficiaire de l'aide financière est Deutsche Solar AG (ci-après «DS»). La société DS, qui produit des wafers photovoltaïques cristallins, possède actuellement deux usines à Freiberg, en Saxe. L'une est située dans le parc industriel de Freiberg sud et l'autre, dans le parc industriel de Saxonia. DS est une filiale à 100 % de SolarWorld AG, groupe actif dans le monde entier; il fabrique des wafers photovoltaïques, des cellules photovoltaïques et des modules solaires, à l'exception des systèmes photovoltaïques.

Par l'investissement notifié, DS établira une troisième usine à Freiberg est pour la production de wafers photovoltaïques polycristallins (d'une capacité nominale annuelle de 500 MWp). Le projet a démarré le 18 décembre 2007. Le projet d'investissement devrait se terminer au 31 août 2010 et sera en pleine production pour fin 2010. Le projet Freiberg est prévoit un investissement total admissible en valeur nominale de 350 Mio EUR. Les autorités allemandes ont notifié leur intention d'allouer une aide régionale de 48 Mio EUR, sous la forme d'une subvention et d'un allègement fiscal, au projet Freiberg est.

Outre le projet notifié d'usine de fabrication de wafers photovoltaïques que DS a l'intention de construire à Freiberg est, DS va porter de 350 à 500 MWp son installation de production de wafers photovoltaïques de Freiberg sud. L'investissement total du projet Freiberg sud s'élève à 49 Mio EUR et recevra une aide d'environ 14 Mio EUR. Les autorités allemandes ont considéré qu'elles ne devaient pas notifier cette aide parce que le coût d'investissement total était inférieur à 50 Mio EUR.

Les investissements seront réalisés à Freiberg, en Saxe, land d'Allemagne de l'Est relevant de l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité CE, où le plafond d'aide maximum autorisé est de 30 % en équivalent-subvention brut.

APPRÉCIATION DE LA COMPATIBILITÉ DE L'AIDE

La Commission se demande si le projet notifié Freiberg est et le projet Freiberg sud ne constituent pas un seul projet d'investissement au sens du point 60 des lignes directrices concernant les aides à finalité régionale 2007 (lignes directrices de 2007). Les deux projets recevront en effet une aide presque au même moment.

Or, les autorités allemandes font valoir d'abord qu'il n'y a pas de subdivision artificielle. Le choix de l'implantation d'une nouvelle usine était totalement ouvert. Outre la Saxe, un établissement aux États-Unis a apparemment été envisagé. Deuxièmement, elles affirment que l'indivisibilité économique ne peut être présumée que s'il n'est pas possible économiquement de scinder totalement l'exécution des deux projets. En l'occurrence, elles font valoir que le projet est pourrait être exécuté indépendamment (dans le temps et l'espace) du projet sud. En troisième lieu, elles affirment qu'il n'existe pas de lien fonctionnel, car l'installation de production de Freiberg est serait indépendante et les salariés de l'une et de l'autre usine seraient différents (sauf un chevauchement pour la gestion, les ventes et la distribution). En quatrième lieu, les autorités ajoutent qu'il n'existe pas de lien technique, car les wafers subiraient des processus de production distincts utilisant des machines différentes. En cinquième lieu, elles font valoir qu'il n'existe pas de lien géographique ni physique, car les processus de production seraient séparés et n'ont pas besoin de produits intermédiaires de l'autre usine. En sixième lieu, elles précisent qu'il n'existe pas de lien stratégique entre les deux projets, car aucune synergie stratégique ne résulte de la proximité géographique des sites de l'investissement.

La Commission reconnaît qu'actuellement, les liens fonctionnels et techniques paraissent assez réduits. Elle a toutefois des doutes également en ce qui concerne ces liens à cause du chevauchement des salariés affectés à la gestion, aux ventes et à la distribution et qu'on peut se demander si d'autres fonctions ne seraient pas également les mêmes pour les deux investissements. De surcroît, comme les deux investissements aboutiront à fabriquer le même produit, ils se rapportent à un même mode de production utilisant des outillages et des techniques similaires. En ce qui concerne la proximité géographique immédiate, les deux investissements de DS à Freiberg est et sud ne sont distants que d'environ cinq kilomètres. De plus, les liens stratégiques sont assez forts, car les deux investissements aboutiront à fabriquer le même produit dans les deux usines. La Commission observe par ailleurs que les deux investissements sont réalisés presque en même temps.

La Commission se demande par conséquent s'il n'existe pas de tels liens fonctionnels, techniques et stratégiques et une proximité géographique entre les deux nouveaux investissements de DS à Freiberg et s'il n'y a pas lieu de considérer ces investissements comme économiquement indivisibles au sens du point 60 et de la note 55 des lignes directrices de 2007. Elle invite par conséquent les tiers à présenter leurs observations sur l'indivisibilité des projets d'investissement de DS à Freiberg.

Si les deux projets de Freiberg est et sud constituent un seul projet d'investissement, le mécanisme de réduction graduelle établi au point 67 de l'encadrement de 2007 doit être appliqué au coût admissible total des projets cumulés. L'intensité d'aide dépasserait alors le plafond autorisé.

Sur la base des renseignements dont elle dispose actuellement, et à l'issue d'une première appréciation préliminaire de la mesure en cause, la Commission se demande si l'aide notifiée peut bien être considérée comme compatible avec l'encadrement de 2007 et le marché commun.

TEXTE DE LA LETTRE

«Die Kommission möchte Deutschland davon in Kenntnis setzen, dass sie nach Prüfung seiner Angaben zu der oben genannte Maßnahme entschieden hat, das Verfahren nach Artikel 88 Absatz 2 des EG-Vertrags einzuleiten.

1. VERFAHREN

- (1) Mit elektronischer Anmeldung vom 28. März 2008, die am selben Tag bei der Kommission registriert wurde, hat Deutschland seine Absicht erklärt, der Deutsche Solar GmbH auf der Grundlage der Leitlinien für staatliche Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2007-2013 ⁽¹⁾ (nachstehend ‚Regionalbeihilfeleitlinien 2007‘) eine regionale Investitionsbeihilfe für die Errichtung einer Fertigungsstätte für Solarwafer in Freiberg (Sachsen, Deutschland) zu gewähren.
- (2) Am 27. Februar 2008 und am 25. Juni 2008 fanden Treffen zwischen Vertretern der Kommissionsdienststellen und Deutschlands statt. Die Kommission erbat mit Schreiben vom 28. Mai 2008 zusätzliche Auskünfte und versandte am 10. Juni 2008 ein Informationsschreiben. Deutschland übermittelte die zusätzlichen Auskünfte mit Schreiben vom 16. Juni 2008.

2. BESCHREIBUNG DER FÖRDERMASSNAHME

- (3) Deutschland beabsichtigt, der Deutsche Solar GmbH (nachstehend ‚DS‘) eine regionale Investitionsbeihilfe für die Errichtung einer neuen Fertigungsstätte für Solarwafer zu gewähren. Solarwafer werden für die Herstellung von Solarzellen benötigt, die wiederum zur Produktion von Solarmodulen verwendet werden, welche in integrierten Solarenergieanlagen dazu dienen, Sonnenlicht in Strom umzuwandeln (Fotovoltaik).

2.1. Der Zuwendungsempfänger

- (4) Empfänger der finanziellen Unterstützung ist das Unternehmen DS, das kristalline Solarwafer herstellt. DS unterhält gegenwärtig zwei Betriebsstätten, die sich beide in Freiberg im Land Sachsen, und zwar im Gewerbegebiet Süd und im Gewerbegebiet Saxonia befinden. Mit der angemeldeten Investition beabsichtigt DS, eine dritte Fertigungsstätte im Gewerbegebiet Ost der Stadt Freiberg zu errichten. Im Geschäftsjahr 2006 beschäftigte DS 595 Mitarbeiter (alle in Deutschland) und erzielte einen Umsatz von 219 Mio. EUR.
- (5) DS ist eine hundertprozentige Tochtergesellschaft der SolarWorld AG. Die SolarWorld AG ist weltweit in der Solarenergiebranche tätig. Sie deckt vom Rohstoff Silizium bis hin zu schlüsselfertigen Solarstromkraftwerken die gesamte Wertschöpfungskette der Fotovoltaik ab. Die SolarWorld AG stellt Solarwafer, Solarzellen und Solarmodule her, jedoch keine integrierten Solaranlagen ⁽²⁾.
- (6) Das Unternehmen hat Betriebsstätten in Deutschland, Schweden und den USA. Die derzeit wichtigsten Absatzmärkte sind Deutschland, die USA und in den übrigen Ländern Europas insbesondere Spanien. Der Konzern SolarWorld AG hat Vertriebsniederlassungen in Deutschland, Spanien, Kalifornien, Südafrika und Singapur.
- (7) Nach dem Börsengang Ende 1999 hat sich die Gesellschaft innerhalb weniger Jahre zu einem der größten integrierten Solartechnologiekonzerne entwickelt. Mitte 2007 gestaltete sich die Aktionärsstruktur der SolarWorld AG wie folgt: 25 % Frank H. Asbeck, 8,73 % Fidelity Investments, 4,98 % BlackRock Inc./BlackRock Holdco 1, LLC, 2,3 % UBS AG, 4,93 % DWS Investment GmbH und 50,26 % Streubesitz ⁽³⁾. Im Jahr 2007 hatte der Konzern rund 2 000 Mitarbeiter.

⁽¹⁾ ABl. C 54 vom 4.3.2006, S. 13.

⁽²⁾ Der Konzern SolarWorld AG ist weder in der Herstellung noch im Vertrieb von Solaranlagen tätig. Er hält jedoch eine Beteiligung von 29 % an der Solarparc AG, deren Haupttätigkeit die Herstellung und Errichtung von Solaranlagen ist. Da es sich dabei lediglich um eine Minderheitsbeteiligung handelt, wird die SolarParc AG bei der Würdigung dieser staatlichen Beihilfe nicht berücksichtigt.

⁽³⁾ Stand: Mai 2007.

(8) Das folgende Schaubild verdeutlicht den Aufbau des Konzerns:



2.2. Das Vorhaben

Vorhaben Freiberg-Ost

- (9) DS beabsichtigt, im Gewerbegebiet Ost der Stadt Freiberg eine neue Fertigungsstätte für multikristalline Solarwafer zu errichten, und zwar in der Nähe anderer Standorte von DS in den Gewerbegebieten Saxonia und Süd der Stadt Freiberg. Die neue Betriebsstätte soll eine nominale Jahreskapazität von 500 Megawatt-Peak (MWp) (*) haben.
- (10) Das Vorhaben ist am 18. Dezember 2007 angelaufen. Die Bauarbeiten werden im Juli 2008 beginnen, und die ersten Anlagen werden voraussichtlich im Juli 2009 installiert. Der Produktionsbeginn soll am 1. Januar 2010 erfolgen, das Investitionsvorhaben wird voraussichtlich bis zum 31. August 2010 abgeschlossen sein, und die volle Produktionskapazität soll Ende 2010 erreicht werden.
- (11) Nach Angaben von DS werden durch das Vorhaben in der von einer hohen Arbeitslosenquote geprägten Region mindestens 130 direkte und ebenso viele indirekte Arbeitsplätze entstehen.

Vorhaben Freiberg-Süd

- (12) Abgesehen von der geplanten neuen Fertigungsstätte für Solarwafer in Freiberg-Ost, auf die sich die Anmeldung bezieht, wird DS seine bestehende Fertigungsstätte für Solarwafer in Freiberg-Süd von 350 auf 500 MWp erweitern.

2.3. Investitionskosten

- (13) Die beihilfefähigen Investitionskosten für das Vorhaben Freiberg-Ost belaufen sich nominal auf insgesamt 350 Mio. EUR.

Beihilfefähige Investitionskosten (in Mio. EUR)	2007	2008	2009	2010	Insgesamt
Gebäude	[...] (*)	[...]	[...]	[...]	[...]
Maschinen/Einrichtungen	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Immaterielle Vermögenswerte	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Insgesamt	[...]	[...]	[...]	[...]	350,00

(*) Unterliegt dem Berufsgeheimnis.

- (14) Die Gesamtinvestition für das Vorhaben Freiberg-Süd beläuft sich auf 49 Mio. EUR.

2.4. Finanzierung des Vorhabens

- (15) DS beabsichtigt, das Vorhaben Freiberg-Ost außer mit den beantragten Beihilfemitteln mit Eigenmitteln und (Bank-)Darlehen zu finanzieren.

Quelle	Betrag (in EUR)
Eigenmittel	[...]
GA-Zuschuss und Investitionszulage	48 000 000
Bankdarlehen (ohne staatliche Garantie)	[...]
Insgesamt	350 000 000

(*) Ein Megawatt-Peak (MWp) entspricht 1 000 000 Watt-Peak (Wp). Watt-Peak ist ein Maß für die Leistungsfähigkeit (Nennleistung) von Solarzellen und Solarmodulen. Watt-Peak ist der in der Fotovoltaik übliche Vergleichsmaßstab der technischen Leistungsfähigkeit von Solarmodulen und bezeichnet die Nennleistung der Module unter Standard-Testbedingungen.

2.5. Betroffene Region

- (16) Die Investitionen werden in Ostdeutschland, genauer gesagt in Freiberg im Land Sachsen getätigt. Diese Region ist gemäß Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe a des EG-Vertrags förderfähig, und zwar mit einer Beihilfeintensität von höchstens 30 % BSÄ ⁽⁵⁾.

2.6. Rechtsgrundlage

- (17) Die Unterstützung zugunsten des angemeldeten Vorhabens Freiberg-Ost soll im Rahmen bestehender Beihilferegelungen gewährt werden, und zwar in Form eines Direktzuschusses und einer Investitionszulage.
- (18) Der Direktzuschuss wird auf dem ‚36. Rahmenplan der Gemeinschaftsaufgabe ‚Verbesserung der regionalen Wirtschaftsstruktur‘ ⁽⁶⁾ (nachstehend ‚GA‘) beruhen.
- (19) Die Investitionszulage wird auf der Grundlage des ‚Investitionszulagengesetzes 2007‘ ⁽⁷⁾ und ggf. von dessen Nachfolgesetzen gewährt.

2.7. Beihilfebeträg

- (20) Deutschland beabsichtigt, für das Vorhaben Freiberg-Ost eine Regionalbeihilfe von nominal 48 Mio. EUR zu gewähren, die zwischen 2008 und 2010 ausgezahlt werden soll. In den einzelnen Jahren sollen folgende Beträge ausgezahlt werden:

	2008	2009	2010	Insgesamt
Beihilfebeträg	[...]	[...]	[...]	48,00

- (21) Der Empfänger beantragte die Beihilfe für das Vorhaben Freiberg-Süd am 17. August 2007. Daraufhin übermittelte ihm Deutschland am 28. August 2007 auf Grundlage der in der maßgeblichen Regelung festgelegten Voraussetzungen eine Förderwürdigkeitsbestätigung für das Vorhaben, die vorbehaltlich der Genehmigung der Kommission und einer eingehenderen Prüfung gilt.
- (22) Für das Vorhaben Freiberg-Süd sind Beihilfen von 14 Mio. EUR vorgesehen. Nach Ansicht Deutschlands ist eine Anmeldung dieser Beihilfe nicht erforderlich, weil die Gesamtinvestitionskosten weniger als 50 Mio. EUR betragen.

2.8. Allgemeine Bestimmungen

- (23) Deutschland hat der Kommission zugesichert:
- ihr innerhalb von zwei Monaten nach Genehmigung der Beihilfe ein Exemplar der von der Bewilligungsbehörde und dem Empfänger unterschriebenen Beihilfevereinbarung zu übermitteln,
 - alle fünf Jahre ab Genehmigung der Beihilfe durch die Kommission einen Zwischenbericht (mit Angaben zu den gezahlten Beihilfebeträgen, zur Durchführung der Beihilfevereinbarung und zu anderen Investitionsvorhaben am gleichen Standort/in der gleichen Fertigungsstätte) vorzulegen,
 - innerhalb von sechs Monaten nach Zahlung der letzten Beihilfetranche einen ausführlichen Abschlussbericht vorzulegen, der sich auf den angemeldeten Finanzierungsplan stützt.

⁽⁵⁾ Die deutsche Fördergebietskarte wurde von der Kommission mit Entscheidung vom 8. November 2006 (Sache N 459/06) gebilligt (ABl. C 295 vom 5.12.2006, S. 6).

⁽⁶⁾ In Einklang mit Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 1628/2006 der Kommission vom 24. Oktober 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf regionale Investitionsbeihilfen der Mitgliedstaaten (Gruppenfreistellungsverordnung für Regionalbeihilfen; ABl. L 302 vom 1.11.2006, S. 29) hat Deutschland der Kommission eine Kurzbeschreibung der zu gewährenden Beihilfe übermittelt, die unter dem Aktenzeichen XR 31/07 registriert wurde. Diese Kurzbeschreibung wurde veröffentlicht im ABl. C 102 vom 5.5.2007, S. 11.

⁽⁷⁾ In Einklang mit Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 1628/2006 der Kommission vom 24. Oktober 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf regionale Investitionsbeihilfen der Mitgliedstaaten (Gruppenfreistellungsverordnung für Regionalbeihilfen; ABl. L 302 vom 1.11.2006, S. 29) hat Deutschland der Kommission eine Kurzbeschreibung der zu gewährenden Beihilfe übermittelt, die unter dem Aktenzeichen XR 6/07 registriert wurde. Diese Kurzbeschreibung wurde veröffentlicht im ABl. C 41 vom 24.2.2007, S. 9.

3. WÜRDIGUNG DER FÖRDERMASSNAHME UND VEREINBARKEIT MIT DEM GEMEINSAMEN MARKT

- (24) Nach Artikel 6 Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates vom 22. März 1999 enthält die Entscheidung über die Einleitung eines förmlichen Prüfverfahrens eine Zusammenfassung der wesentlichen Sach- und Rechtsfragen, eine vorläufige Würdigung des Beihilfecharakters der geplanten Maßnahme durch die Kommission und Ausführungen über ihre Bedenken hinsichtlich der Vereinbarkeit mit dem Gemeinsamen Markt.

3.1. Vorliegen einer staatlichen Beihilfe

- (25) Deutschland wird DS auf der Grundlage des GA und des Investitionszulagengesetzes 2007 finanziell fördern. Daher kann davon ausgegangen werden, dass es sich um eine staatliche oder aus staatlichen Mitteln gewährte Förderung im Sinne des Artikels 87 Absatz 1 des EG-Vertrags handelt.
- (26) Die finanzielle Förderung befreit DS von Kosten, die das Unternehmen normalerweise selbst tragen müsste, und verschafft ihm somit einen wirtschaftlichen Vorteil gegenüber seinen Wettbewerbern. Diese direkte Förderung von DS und seiner Fertigungstätigkeiten führt somit dazu, dass der Wettbewerb im Sinne des Artikels 87 Absatz 1 des EG-Vertrags verfälscht wird oder verfälscht zu werden droht.
- (27) Die finanzielle Unterstützung Deutschlands wird dem Unternehmen DS gewährt, das unter anderem in der Fotovoltaikbranche Solarwafer herstellt und vertreibt. In der Fotovoltaikbranche herrscht Wettbewerb, und es wird innergemeinschaftlicher Handel getrieben. Daher dürfte die Beihilfe im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 des EG-Vertrags den innergemeinschaftlichen Handel mit Produkten der Fotovoltaikbranche beeinträchtigen.
- (28) Folglich ist die Kommission der Auffassung, dass die angemeldete Maßnahme im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 des EG-Vertrags eine staatliche Beihilfe für DS darstellt.

3.2. Anmeldepflicht

- (29) Mit der Anmeldung der Maßnahme vor deren Durchführung ist Deutschland der Einzelanmeldepflicht gemäß Randnummer 64 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 nachgekommen.
- (30) Die Kommission hat die Beihilfemaßnahme daher gemäß den Regionalbeihilfeleitlinien 2007 geprüft.

3.3. Vereinbarkeit mit den allgemeinen Bestimmungen der Regionalbeihilfeleitlinien 2007

- (31) Das Vorhaben Freiberg-Ost betrifft eine Erstinvestition im Sinne der Regionalbeihilfeleitlinien 2007, da es die Errichtung einer neuen Fertigungsstätte vorsieht. Das Vorhaben Freiberg-Süd betrifft eine Erstinvestition im Sinne der Regionalbeihilfeleitlinien 2007, da es die Erweiterung einer bestehenden Fertigungsstätte vorsieht. Die beihilfefähigen Investitionskosten sind genau bestimmt (siehe Tabelle oben), und die Kumulierungsregeln werden eingehalten. Außerdem war zum Zeitpunkt der Beantragung der Beihilfe durch DS und der Erklärung Deutschlands, diese Beihilfe vorbehaltlich der Genehmigung durch die Kommission zu gewähren, mit der Durchführung des Vorhabens noch nicht begonnen worden. Das Unternehmen ist verpflichtet, die Investition nach Abschluss des Vorhabens mindestens fünf Jahre lang in der Region aufrechtzuerhalten. DS leistet einen beihilfefreien Eigenbeitrag von mindestens 25 % der beihilfefähigen Kosten. Da die Beihilfe an DS auf der Grundlage von Beihilferegelungen ausgezahlt wird, die grundsätzlich unter die Gruppenfreistellungsverordnung für Regionalbeihilfen⁽⁸⁾ fallen, ist davon auszugehen, dass die Beihilfe mit den allgemeinen Bestimmungen der Randnummern 33 bis 59 und 71 bis 75 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 in Einklang steht.

3.4. Vereinbarkeit mit den Bestimmungen der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 für große Investitionsvorhaben

3.4.1. Einzelinvestition

- (32) Um zu verhindern, dass ein großes Investitionsvorhaben künstlich in Teilvorhaben untergegliedert wird, um den Bestimmungen der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 zu entgehen, gilt ein Investitionsvorhaben gemäß Randnummer 60 der Leitlinien als ‚Einzelinvestition‘, wenn die Erstinvestition in einem Zeitraum von drei Jahren von einem oder mehreren Unternehmen vorgenommen wird und festes Vermögen betrifft, das eine wirtschaftlich unteilbare Einheit bildet.

⁽⁸⁾ Verordnung (EG) Nr. 1628/2006 der Kommission vom 24. Oktober 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf regionale Investitionsbeihilfen der Mitgliedstaaten (ABl. L 302 vom 1.11.2006, S. 29).

- (33) Abgesehen von der neuen Fertigungsstätte für Solarwafer in Freiberg-Ost, auf die sich die Anmeldung bezieht, wird DS gleichzeitig seine bestehende Fertigungsstätte für Solarwafer in Freiberg-Süd von 350 auf 500 MWp erweitern. Der Anmeldung zufolge ist es wegen Platzmangels nicht möglich, im Gewerbegebiet Süd der Stadt Freiberg darüber hinausgehende Produktionskapazitäten zu schaffen. Die Erweiterung wird mit etwa 14 Mio. EUR gefördert, doch diese Beihilfe musste nicht angemeldet werden, da sich die Gesamtinvestition lediglich auf 49 Mio. EUR beläuft. Da die angemeldete Investition in Freiberg-Ost binnen drei Jahren nach der Investition in Freiberg-Süd durchgeführt wird, muss geprüft werden, ob diese beiden Investitionen als Einzelinvestition im Sinne von Randnummer 60 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 zu betrachten sind.

Standpunkt Deutschlands

- (34) Nach Ansicht Deutschlands handelt es sich bei den beiden Vorhaben in den Gewerbegebieten Ost und Süd trotz des zeitlichen Zusammenfallens und der räumlichen Nähe nicht um ein einziges Investitionsvorhaben im Sinne der Regionalbeihilfeleitlinien 2007.
- (35) Erstens trägt Deutschland vor, es sei keine künstliche Untergliederung in Teilvorhaben gegeben. Da Wafer global abgesetzt würden, sei die Wahl des Standorts einer weiteren neuen Produktionsstätte zunächst völlig offen gewesen. Neben Sachsen seien insbesondere Standorte in den USA in Betracht gekommen. Ausschlaggebend für die Standortwahl seien ein geeignetes Grundstück, eine geeignete Infrastruktur, die in der Region vorhandenen personellen Kapazitäten, die langjährige Tradition der Siliziumverarbeitung in der Region sowie die bestehenden Fördermöglichkeiten gewesen. Zweitens macht Deutschland geltend, wirtschaftliche Unteilbarkeit sei anzunehmen, wenn eine getrennte Durchführung der Vorhaben unter wirtschaftlichen Gesichtspunkten ausgeschlossen sei. In diesem Fall gebe es jedoch keine Anhaltspunkte dafür, dass das Vorhaben Ost ohne das Vorhaben Süd in räumlicher und zeitlicher Nähe unmöglich wäre. Folglich könnte das Vorhaben Ost (räumlich und zeitlich) unabhängig vom Vorhaben Süd durchgeführt werden. Drittens bringt Deutschland vor, es bestehe keine funktionale Verbindung, da die Betriebsstätte Ost wirtschaftlich unabhängig sei, es personell (abgesehen von einigen Überschneidungen im Management und Vertrieb) keine Verflechtungen zwischen den beiden Standorten gebe und keine Anhaltspunkte ersichtlich seien, dass eine größere räumliche Trennung das Vorhaben unmöglich machen würde. Viertens argumentiert Deutschland, es bestehe keine technische Verbindung, da die Wafer in getrennten Prozessen und mit unterschiedlichen Maschinen hergestellt würden. Fünftens vertritt Deutschland den Standpunkt, es bestehe keine räumliche oder physische Verbindung, da die jeweiligen Produkte in getrennten Produktionsprozessen ohne den Austausch von Zwischenprodukten hergestellt würden. So würden die beiden Betriebsstätten jeweils über Maschinen und Anlagen verfügen, mit denen sie getrennt und unabhängig voneinander den vollständigen Produktionsprozess für die Herstellung von Wafern abbilden könnten. Sechstens gibt es nach Ansicht Deutschlands keine strategische Verbindung zwischen den beiden Vorhaben, da keine strategischen Synergien aufgrund der räumlichen Nähe der Investitionsorte entstünden. Und schließlich macht Deutschland geltend, die Sachverhalte in der Q-Cells-Entscheidung ⁽⁹⁾ in Bezug auf ein einziges Investitionsvorhaben seien mit der Lage von DS vergleichbar, und die mit den Regionalbeihilfeleitlinien 2007 eingeführten Änderungen brächten keine abweichende Bewertung der Beihilfe mit sich.

Zweifel der Kommission

- (36) Fußnote 55 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 besagt, dass die Kommission bei der Beurteilung der wirtschaftlichen Unteilbarkeit die technischen, funktionellen und strategischen Verbindungen sowie die unmittelbare räumliche Nähe berücksichtigt.
- (37) Die Kommission teilt den Standpunkt Deutschlands, dass im vorliegenden Fall nur geringe funktionale und technische Verbindungen bestehen. In der Fertigung der beiden Standorte werden unterschiedliche Beschäftigte tätig sein. Mit einem Austausch von Zwischenprodukten zwischen den beiden Betriebsstätten ist nicht zu rechnen, weil die jeweiligen Produkte in keiner vertikalen Beziehung zueinander stehen. Zudem verfügen beide Standorte über eigene Fertigungsanlagen und Maschinen zur Schaffung einer eigenen Produktionskapazität für Solarwafer. Im Management und im Vertrieb kommt es jedoch zu personellen Überschneidungen, und es ist nicht klar, ob dies auch auf weitere Funktionen der beiden Betriebsstätten zutrifft. Da ferner an beiden Standorten dasselbe Produkt hergestellt wird, beziehen sich die betreffenden Investitionen auf denselben Produktionsprozess mit den gleichen Maschinen, Einrichtungen und Techniken. Daher ist damit zu rechnen, dass die Lieferanten der Maschinen/Einrichtungen und die Lieferanten der Rohstoffe der beiden Betriebsstätten dieselben sind. Diese Faktoren können zumindest als eine Art von funktionaler und technischer Verbindung betrachtet werden.

⁽⁹⁾ Entscheidung vom 11. Juli 2007 in der Sache N 850/06, Beihilfe für Q-Cells.

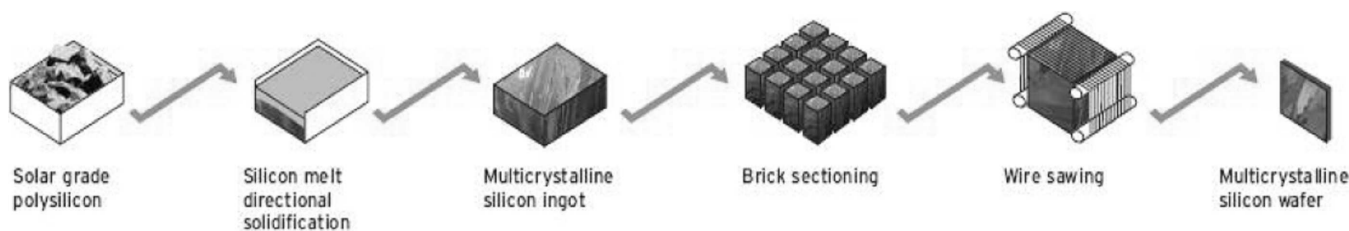
- (38) Was die räumliche Nähe betrifft, so liegen die beiden Betriebsstätten von DS in Freiberg-Ost und Freiberg-Süd nur rund 5 Kilometer voneinander entfernt. Das kann als unmittelbare räumliche Nähe betrachtet werden. Zudem sind die strategischen Verbindungen recht groß, da in beiden Betriebsstätten das gleiche Produkt hergestellt wird. Die strategische Planung für die beiden Investitionsvorhaben dürfte deckungsgleich sein, da die Wafer aus beiden Fertigungsstätten auf demselben Markt verkauft werden und den gleichen Lebenszyklus haben. Außerdem stellt die Kommission fest, dass die beiden Investitionen fast zeitgleich durchgeführt werden. Ferner gibt es im Management der beiden Betriebsstätten — das in der Regel für strategische Entscheidungen zuständig ist — Überschneidungen. Des Weiteren treffen die Erwägungen in Bezug auf die Standortwahl wie die langjährige Tradition der Siliziumverarbeitung in der Region und die Verfügbarkeit von Fachkräften, die Deutschland als ausschlaggebende Faktoren bezeichnet, auf beide Standorte gleichermaßen zu.
- (39) Aus all diesen Gründen hat die Kommission Bedenken, ob nicht doch funktionale, technische oder strategische Verbindungen zwischen den beiden Investitionsvorhaben von DS in Freiberg bestehen und sich die betreffenden Betriebsstätten in räumlicher Nähe zueinander befinden, so dass nicht sicher ist, ob die Vorhaben als im Sinne von Randnummer 60 und Fußnote 55 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 wirtschaftlich unteilbar zu betrachten sind. Deshalb fordert die Kommission Dritte auf, zur Unteilbarkeit der Investitionsvorhaben von DS in Freiberg Stellung zu nehmen.

3.4.2. Vereinbarkeit mit Randnummer 68 der Regionalbeihilfeleitlinien

- (40) Die Entscheidung der Kommission über die Zulässigkeit von Regionalbeihilfen für große Investitionsvorhaben nach Randnummer 68 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 hängt von den Marktanteilen des Beihilfeempfängers vor und nach der Investition sowie von der Kapazität ab, die durch die Investition geschaffen wird. Um prüfen zu können, ob die Maßnahme mit Randnummer 68 Buchstaben a und b der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 in Einklang steht, muss die Kommission zunächst den sachlich sowie den geografisch relevanten Markt definieren.

Von dem Vorhaben betroffenes Produkt/betroffene Produkte

- (41) Bei dem Produkt, das Gegenstand des Investitionsvorhabens ist, handelt es sich um **Solarwafer**, die auf der Basis von multikristallinem Silizium gefertigt werden. Laut Anmeldung fallen die Solarwafer, die DS herstellen wird, unter die folgenden Warencodes: Prodcom 32.10.52.37 und KN-Code 8541 40 90.
- (42) Im folgenden Schaubild sind die verschiedenen Phasen des Produktionsprozesses für kristalline Wafer dargestellt ⁽¹⁰⁾.



- (43) Bei DS werden **Solarwafer** auf der Basis von kristallinem Silizium in folgenden Schritten gefertigt: Nach dem sogenannten ‚multikristallinen‘ Prozess wird Silizium der Klasse ‚Solargrade‘ (Brocken hochreinen Rohsiliziums) mehrmals ‚erhitzt‘ und ‚geschmolzen‘. Nach diesen unterschiedlichen Phasen des Kristallisationsprozesses entsteht ein großer Siliziumblock, ein sogenannter multikristalliner Silizium-‚Ingot‘. Die Ingots werden anschließend in kleinere Blöcke (‚Bricks‘) mit quadratischem Querschnitt geschnitten (‚brick sectioning‘), wobei die Kantenlänge (des Querschnitts) in der Regel 125 mm oder 156 mm beträgt. Diese Bricks (deren Größe und Form in etwa der eines Kastenbrottes entspricht) werden schließlich zu dünnen Wafern zersägt. Um den Materialverlust so gering wie möglich zu halten, werden dafür spezielle Drahtseilsägen verwendet. Anschließend werden die Wafer in mehreren Stufen gereinigt.
- (44) Solarwafer sind nur ein Zwischenprodukt. Nach Randnummer 69 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 kann das betroffene Produkt auch das nachgelagerte Produkt sein, sofern sich das Vorhaben auf ein Zwischenprodukt bezieht und es für einen signifikanten Anteil der Produktion keinen Markt gibt.

⁽¹⁰⁾ Jefferies International Ltd, PV Crystalox Solar, Analyse vom 23. Juli 2007, S. 8.

- (45) Wie oben erwähnt, ist DS eine 100 %ige Tochter der SolarWorld AG, die Solarwafer, Solarzellen und Solarmodule produziert und verkauft. Das Unternehmen stellt somit nicht nur Solarwafer, sondern auch die nachgelagerten Produkte selbst her. Laut Anmeldung plant DS nicht, die Solarwafer aus der eigenen Produktion in Freiberg-Ost (als Zwischenprodukte) zur Fertigung von Solarzellen und -modulen innerhalb der SolarWorld AG zu verwenden. Die Produktion von 500 MWp am Standort Freiberg-Ost soll vielmehr über Langzeitlieferverträge an Dritte verkauft werden.
- (46) Allerdings gibt es auch am Standort Freiberg-Süd eine Fertigungsstätte, die um 2009 eine Kapazität von 500 MWp erreichen wird und die die SolarWorld AG zur Herstellung von Solarzellen und -modulen intern für die eigene Weiterverarbeitung nutzen will. Da den Prognosen zufolge auch die Kapazität bei Solarzellen und -modulen in den kommenden Jahren erheblich zunehmen wird (bis zu 1 000 MWp und mehr), kann die Kommission nicht ausschließen, dass die Solarwafer aus Freiberg-Ost unter außergewöhnlichen oder unvorhergesehenen Umständen nicht doch zumindest zum Teil intern verwendet werden.
- (47) Folglich kann auch nicht ausgeschlossen werden, dass ein beträchtlicher Teil der von DS am Standort des neuen Investitionsvorhabens in Freiberg-Ost hergestellten Solarwafer (bei denen es sich um Zwischenprodukte handelt) intern von der SolarWorld AG für die Solarzellenproduktion verwendet werden. Das von diesem Vorhaben betroffene Produkt ist somit nach Randnummer 69 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 auch das nachgelagerte Produkt, also die **Solarzellen**.
- (48) Die Solarzellen, die DS produziert, werden außerdem hauptsächlich innerhalb der SolarWorld AG zur Fertigung von Solarmodulen verwendet. Nach Randnummer 69 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 ist das von diesem Vorhaben betroffene Produkt folglich auch das den Solarzellen nachgelagerte Produkt, also die **Solarmodule**.
- (49) In der Fotovoltaikbranche sind Solarmodule jedoch nicht das Endprodukt, da sie die Hauptkomponente integrierter **Solarenergieanlagen** sind. Der Anmeldung zufolge ist die SolarWorld AG weder in der Produktion noch im Verkauf von **Solarenergieanlagen** tätig ⁽¹¹⁾.
- (50) Aufgrund der oben dargelegten Sachlage wird die Kommission **Solarwafer, Solarzellen** und **Solarmodule** bei der weiteren Prüfung der Vereinbarkeit dieses Vorhabens mit dem Gemeinsamen Markt nach den Regionalbeihilfeleitlinien 2007 als die von dem Investitionsvorhaben betroffenen Produkte betrachten.

Sachlich relevanter Markt

- (51) Die Kommission wird daher nach Randnummer 69 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 untersuchen, welchen sachlich relevanten Märkten **Solarwafer, Solarzellen** und **Solarmodule** angehören.
- (52) In der Anmeldung machte Deutschland geltend, dass der relevante Markt, dem Solarwafer angehören, der Solarwafermarkt selbst sei.
- (53) Nach Randnummer 69 der Regionalbeihilfeleitlinien umfasst der sachlich relevante Markt das betroffene Produkt und jene Produkte, die vom Verbraucher (wegen der Merkmale des Produkts, seines Preises und seines Verwendungszwecks) oder vom Hersteller (durch die Flexibilität der Produktionsanlagen) als seine Substitute angesehen werden.
- (54) Zunächst ist zu prüfen, ob der Markt, dem Solarwafer angehören, enger abgegrenzt werden könnte als der Gesamtmarkt für Solarwafer. Es gibt unterschiedliche Arten von kristallinen Solarwafern, und zwar monokristalline und multikristalline Siliziumwafer. In der Anmeldung heißt es, dass DS in seiner neuen Fertigungsstätte in Freiberg-Ost ausschließlich multikristalline Solarwafer herstellen werde. Da sich die Tatsache, dass sich ihre Effizienzzraten ⁽¹²⁾ leicht unterscheiden, entsprechend in den Produktionskosten niederschlägt, ist davon auszugehen, dass monokristalline und multikristalline Wafer weitgehend substituierbar sind. In unabhängigen Marktstudien, die der Kommission vorgelegt wurden, werden zudem lediglich Zahlen zum gesamten Solarwafermarkt angegeben, die nicht nach monokristallinen und multikristallinen Wafern aufgeschlüsselt sind, was ebenfalls darauf hindeutet, dass diese nicht zu getrennten Märkten gehören. Beide Waferarten können zur Fertigung von Solarzellen und somit von Solarmodulen verwendet werden. Bei multikristallinen und monokristallinen Wafern dürfte auf der Nachfrageseite demnach eine weitgehende Substituierbarkeit gegeben sein.

⁽¹¹⁾ Sie hält jedoch eine Beteiligung von 29 % an der Solarparc AG, deren Haupttätigkeit die Herstellung und Errichtung von Solaranlagen ist. Da es sich dabei lediglich um eine Minderheitsbeteiligung handelt, wird die SolarParc AG bei der Würdigung dieser staatlichen Beihilfe nicht berücksichtigt.

⁽¹²⁾ Die Effizienzzraten liegen bei multikristallinen Solarwafern bei 15,05-15,5 % und bei monokristallinen Solarwafern bei 16,5 %.

- (55) Die Kommission prüfte auch, ob die Produktion von Ingots (siehe Schaubild oben) getrennt von der Waferproduktion zu betrachten und einem gesonderten Markt zuzuordnen ist. Es ist davon auszugehen, dass es — selbst unter der Annahme, dass es technisch möglich wäre, Produkte nur bis zur Stufe der Silizium-Ingots herzustellen und zu verkaufen — derzeit keinen Markt für Ingots gibt. In der Anmeldung wird auf eine unabhängige Quelle verwiesen, in der es heißt, dass Ingots und Wafer zusammen betrachtet werden sollten, weil Ingots praktisch nicht gehandelt würden⁽¹³⁾. Die unabhängigen Studien, die mit der Anmeldung vorgelegt wurden, enthalten ebenfalls keine eigenen Daten zu Silizium-Ingots für Solaranlagen (wohl aber für Solarsiliziumwafer), was bereits dafür spricht, dass es keinen getrennten Markt für diese Silizium-Ingots gibt.
- (56) Des Weiteren gibt es keinen Grund davon auszugehen, dass der relevante Markt über den Markt für Solarwafer hinausgeht. Obwohl die Halbleiterindustrie ebenfalls Siliziumwafer verwendet, besteht kein Zweifel, dass es sich bei diesen beiden Waferarten um unterschiedliche Produkte handelt, die nicht substituierbar sind. Die in der Halbleiterindustrie verwendeten Siliziumwafer haben einen deutlich höheren Reinheitsgrad und sind viel teurer als die in der Solarindustrie verwendeten Wafer. Auch Größe, Stärke und Form unterscheiden sich erheblich⁽¹⁴⁾. Diese Unterschiede führen dazu, dass Solarsiliziumwafer nicht in der Halbleiterindustrie verwendet werden können. Es wäre hingegen theoretisch möglich, für die Halbleiterindustrie hergestellte Siliziumwafer in der Fotovoltaikbranche einzusetzen. Durch den beträchtlichen Unterschied im Reinheitsgrad würden die Preise für Solarsiliziumwafer allerdings erheblich höher ausfallen. Ein solches Vorgehen wäre somit weder rentabel noch praktikabel, insbesondere weil Silizium Mangelware ist und die Preise deshalb sehr hoch sind. Bei dem derzeitigen Stand der Technologie bedeutet dies, dass die beiden Siliziumwaferarten nicht substituierbar sind.
- (57) Aufgrund des oben dargelegten Sachverhalts betrachtet die Kommission den Markt für **Solarwafer** für die Zwecke dieser Beihilfeentscheidung als den sachlich relevanten Markt für dieses Produkt.
- (58) Zu der Frage, zu welchem sachlich relevanten Markt **Solarzellen** gehören, hat die Kommission erst kürzlich eine Beihilfeentscheidung erlassen⁽¹⁵⁾. Nach dieser Entscheidung gibt es keinen Grund anzunehmen, dass Solarzellen, die nach unterschiedlichen Technologien hergestellt werden, zu unterschiedlichen Märkten gehören. Berücksichtigt man die Unterschiede in der Energieleistung, so unterscheiden sich die Preise zwischen Solarzellen unterschiedlicher Technologien nicht erheblich. In Solarmodulen oder -batterien scheinen sie außerdem ohne weiteres austauschbar zu sein. Es ist deshalb nicht davon auszugehen, dass es sich um einen kleineren als den allgemeinen Markt für Solarzellen handelt. Da Systeme, die auf Silizium basieren, ohnehin die mit Abstand am weitesten verbreitete Technologie darstellen, ergäben sich selbst bei einer engeren Marktabgrenzung keine wesentlichen Unterschiede. Außerdem scheinen Solarzellen nicht durch ein anderes Produkt substituierbar zu sein. Sie sind die Hauptkomponente von Solarmodulen und können innerhalb dieser Systeme nicht durch andere Produkte ersetzt werden. Deshalb deutet nichts daraufhin, dass der Markt über den Solarzellenmarkt hinausgehen könnte. Für die Zwecke dieser Beihilfeentscheidung bildet der Markt für **Solarzellen** somit den sachlich relevanten Markt für dieses Produkt.
- (59) Auf dem sachlich relevanten Markt für Solarmodule werden zur Herstellung von Solarmodulen ebenfalls unterschiedliche Technologien eingesetzt, wie z. B. die Dünnschicht-Fotovoltaiktechnologie⁽¹⁶⁾ von First Solar oder die CSG-Technologie (Crystalline Silicon on Glas)⁽¹⁷⁾ von CSG Solar. Nach mehreren Fusionskontrollentscheidungen in diesem Wirtschaftszweig⁽¹⁸⁾ ist nicht davon auszugehen, dass Solarmodule, die nach unterschiedlichen Technologien hergestellt werden, zu unterschiedlichen sachlichen Märkten gehören. Berücksichtigt man die Unterschiede in der Energieleistung, so unterscheiden sich die Preise von Solarmodulen, die nach unterschiedlichen Technologien produziert wurden, nicht erheblich. Auf der Nachfrageseite scheinen sie außerdem bei Solarenergieanlagen — trotz gewisser Effizienzunterschiede — ohne weiteres gegeneinander austauschbar zu sein. Deshalb ist nicht davon auszugehen, dass es sich um einen kleineren als den allgemeinen Markt für Solarmodule handelt. Solarmodule sind ferner nicht durch ein anderes Produkt substituierbar, weil sie die Hauptkomponente von Solarenergieanlagen sind und innerhalb dieser Systeme nicht durch andere Produkte ersetzt werden können. Deshalb deutet nichts daraufhin, dass der Markt über den Solarmodulmarkt hinausgehen könnte. Für die Zwecke dieser Beihilfeentscheidung bildet der Markt für **Solarmodule** somit den sachlich relevanten Markt für dieses Produkt.

⁽¹³⁾ Jefferies International Ltd, PV Crystalox Solar, Analyse vom 23. Juli 2007, S. 8.

⁽¹⁴⁾ So sind Solarwafer zum Beispiel rund 7 mm, Wafer der Halbleiterindustrie hingegen lediglich rund 1,8 mm stark.

⁽¹⁵⁾ Entscheidung vom 11. Juli 2007 in der Sache N 850/06, Beihilfe für Q-Cells.

⁽¹⁶⁾ Sache N 17/06, Beihilfe für First Solar (MSR 2002).

⁽¹⁷⁾ Entscheidung vom 19. Juli 2006 in der Sache N 335/06, Beihilfe an CSG Solar, Erwägungsgründe 9 und 10.

⁽¹⁸⁾ Entscheidung vom 27. März 2001 in der Sache COMP/M.2367 — Siemens/E.ON/Shell/SSG und Entscheidung vom 18. April 2001 in der Sache COMP/M.2712 — Electrabel/Totalfinallefphotovoltaic.

Räumlich relevanter Markt

- (60) Randnummer 70 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 gibt Folgendes an: ‚Zwecks Anwendung der Buchstaben a und b werden die Verkäufe und der sichtbare Verbrauch anhand der PRODCOM-Nomenklatur auf der geeigneten Ebene — normalerweise im EWR — definiert oder aber, falls diese Daten nicht vorliegen oder nicht relevant sind, auf der Grundlage eines anderen allgemein akzeptierten Marktsegments, für das statistische Daten zur Verfügung stehen.‘
- (61) Deutschland ist der Auffassung, dass der räumlich relevante Markt für **Solarwafer** der Weltmarkt ist. Deutschland macht geltend, dass Solarwafer von europäischen wie außereuropäischen Herstellern weltweit gehandelt werden, dass keine Handelshemmnisse existieren, dass die Transportkosten für Wafer wegen ihres geringen Gewichts niedrig sind und dass ein einheitliches Preisniveau herrscht. Ferner sei bereits jüngst in anderen Beihilfeentscheidungen darauf hingewiesen worden, dass der Markt für Solarmodule und Solarzellen der Weltmarkt sei. Da Solarwafer noch leichter und kleiner als Solarmodule seien und die Transportkosten zwangsläufig noch geringer ausfallen dürften, gebe es keinen Grund anzunehmen, dass der Markt für Solarwafer nicht der Weltmarkt sei. Deutschland legte ferner eine umfassende Liste der Hauptkunden von DS vor und zeigte daran auf, dass diese überall in der Welt ansässig sind. Dies dürfte darauf hinweisen, dass es sich bei dem Markt für Solarwafer um den Weltmarkt handelt.
- (62) Nach Prüfung der Maßnahme ist die Kommission der Auffassung, dass es nicht relevant sei, die Verkäufe von **Solarwafern** auf EWR-Ebene zu definieren. Tatsächlich unterstützen vorhandene Belege die Argumente der deutschen Behörden, dass der räumliche relevante Markt für Solarwafer weltweit sei. Dies wird insbesondere nachgewiesen durch den Mangel an Handelshemmnissen, geringe Transportkosten und ein einheitliches Preisniveau auf globaler Ebene. Dies demonstriert in der Tat, dass nicht nur DS aber auch andere Hersteller für den Weltmarkt produzieren. Zudem werden auch in den unabhängigen Marktstudien, die der Kommission vorliegen, keine Marktdaten für Solarwafer separat für die EU-Ebene erhoben. Folglich ist für die Zwecke dieser Entscheidung die Kommission der Ansicht, dass das allgemein akzeptierte Marktsegment für Solarwafer für das statistische Daten zur Verfügung stehen, und dass dem relevanten geographischen Markt entspricht, der weltweite Markt ist.
- (63) Bezüglich der Frage des räumlich relevanten Marktes für **Solarzellen** hat die Kommission erst kürzlich eine Beihilfeentscheidung⁽¹⁹⁾ erlassen, in der festgestellt wurde, dass Hersteller, die Solarzellen produzieren und verkaufen, weltweit tätig sind. Da es keinen Grund gibt, von dieser Entscheidung abzuweichen, wird für die Zwecke dieser Entscheidung der **Weltmarkt** als der räumlich relevante Markt für **Solarzellen** angesehen.
- (64) Zu der Frage des räumlich relevanten Marktes für **Solarmodule** hat die Kommission ebenfalls kürzlich einschlägige Beihilfeentscheidungen⁽²⁰⁾ erlassen, in denen festgestellt wurde, dass Hersteller, die Solarmodule produzieren und verkaufen, weltweit tätig sind. Da es keinen Grund gibt, von dieser Entscheidung abzuweichen, wird für die Zwecke dieser Entscheidung der **Weltmarkt** als der räumlich relevante Markt für **Solarmodule** angesehen.

Marktanteile bei Solarwafern, Solarzellen und Solarmodulen

- (65) Um feststellen zu können, ob das Vorhaben mit Randnummer 68 Buchstabe a der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 vereinbar ist, muss die Kommission den Marktanteil des Beihilfeempfängers auf Konzernebene auf dem relevanten Markt vor und nach der Investition untersuchen. Da sich die Investition von DS voraussichtlich über den Zeitraum 2007 bis Ende 2010 erstrecken wird, untersucht die Kommission den Anteil des Konzerns SolarWorld AG am Solarwafermarkt in den Jahren 2006 bis 2011.
- (66) Deutschland legte mehrere unabhängige⁽²¹⁾ Studien⁽²²⁾ mit Prognosen zur Nachfrageentwicklung in der Fotovoltaikbranche vor. Zur Berechnung der Marktanteile des Beihilfeempfängers für die relevanten Jahre legte die Kommission die Daten zur weltweiten Gesamtproduktion in MWp aus dem jüngsten LBBW-Bericht (2007) zugrunde, da der Kommission ansonsten kein anderer Bericht vorgelegt wurde, der Daten für die drei im Rahmen der Würdigung betrachteten sachlich relevanten Märkte (Solarwafer,

⁽¹⁹⁾ Entscheidung vom 11. Juli 2007 in der Sache N 850/06, Beihilfe für Q-Cells.

⁽²⁰⁾ Entscheidung vom 21. Dezember 2007 in der Sache 409/06, Beihilfe an HighSi; Entscheidung vom 27. April 2006 in der Sache N 17/06, Beihilfe an First Solar, u. a.

⁽²¹⁾ Diese Studien gelten als unabhängig, weil sie weder vom Beihilfeempfänger in Auftrag gegeben noch eigens für diese beihilferechtliche Würdigung erstellt wurden.

⁽²²⁾ *Equity Research Institutional Sector Report: Profitieren vom ‚Sonnenrausch‘, LBBW-Marktmodell Version 2.1, (Be-)Deutung der jüngsten Marktentwicklungen*, Landesbanken Baden-Württemberg, Stuttgart, 22. August 2007; *European Sector Review: Photovoltaic Solar Energy, In silicon's wake*, Société Générale, Cross Asset Research, Equity Research, 9. Juli 2007; *PV Crystalox Solar (LSE: PVCs LN): strength at the Top of the Solar Food Chain, initiating with a HOLD*, Jefferies International Ltd, Clean technology Energy generation — Solar, Vereinigtes Königreich, 23. Juli 2007; *PV status report 2005*, Europäische Kommission/Gemeinsame Forschungsstelle und Institut für Umwelt und Nachhaltigkeit, August 2005.

Solarzellen, Solarmodule) enthielt. Da die Daten des LBBW-Berichts nur bis 2010 reichen, berechnete die Kommission für die Zeit danach den ungünstigsten Fall, bei dem angenommen wird, dass der Markt nach 2010 nicht mehr wächst. Die Daten des Beihilfeempfängers auf Konzernebene stammen vom Unternehmen selbst und wurden von Deutschland an die Kommission weitergeleitet.

Weltweiter Marktanteil von SolarWorld bei Solarwafern (in MWp)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Solarwaferproduktion	1961	3064	5379	8672	12 453	12 453
Waferproduktion von SW	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Marktanteil von SW	[15-20] %	[10-15] %	[5-10] %	[5-10] %	[5-10] %	[10-15] %

Weltweiter Marktanteil von SolarWorld bei Solarzellen (in MWp)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Solarzellenproduktion	2557	3927	6550	9831	13 218	13 218
Solarzellenverkäufe von SW	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Marktanteil von SW	[5-10] %	[5-10] %	[0-5] %	[0-5] %	[5-10] %	[5-10] %

Weltweiter Marktanteil von SolarWorld bei Solarmodulen (in MWp)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Modulproduktion	2007	2912	5422	9833	15 885	15 885
Solarmodulverkäufe von SW	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Marktanteil von SW	[5-10] %	[5-10] %	[0-5] %	[0-5] %	[0-5] %	[5-10] %

- (67) Da die Marktanteile von SolarWorld auf dem Weltmarkt bei allen relevanten Produkten vor und nach der Investition unter 25 % liegen, stellt die Kommission fest, dass das Vorhaben mit Randnummer 68 Buchstabe a der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 in Einklang steht.

Produktionskapazität

- (68) Die Kommission muss auch prüfen, ob das Investitionsvorhaben mit Randnummer 68 Buchstabe b der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 in Einklang steht. In diesem Zusammenhang wird die Kommission überprüfen, ob die in den letzten fünf Jahren verzeichnete mittlere Jahreszuwachsrate des sichtbaren Verbrauchs des relevanten Produkts über der mittleren jährlichen Wachstumsrate des Bruttoinlandsprodukts im Europäischen Wirtschaftsraum liegt.
- (69) Deutschland legte zahlreiche Daten vor, aus denen eindeutig hervorgeht, dass die mittlere Jahreszuwachsrate des sichtbaren Verbrauchs bei allen Fotovoltaikprodukten deutlich höher ist als die mittlere Jahreszuwachsrate des Bruttoinlandsprodukts im Europäischen Wirtschaftsraum.
- (70) Da es sich bei den Märkten für Solarwafer, Solarzellen und Solarmodule um weltweite Märkte handelt, ist es schwierig, gesonderte Daten zu diesen Produktmärkten für den EWR zu finden. Die Kommission überprüfte die von Deutschland vorgelegten Berechnungen aus unabhängigen Studien für den gesamten Fotovoltaikmarkt. Da es sich bei Solarwafern, Solarzellen und Solarmodulen jeweils um Zwischenprodukte für das Endprodukt Solarenergieanlagen handelt und die Solarenergieanlagen derzeit größtenteils (ca. 90 %) unter Verwendung von Solarwafern, -zellen und -modulen aus kristallinem Silizium hergestellt werden, ist davon auszugehen, dass die Märkte für die Zwischenprodukte parallel zum rasch wachsenden gesamten Fotovoltaikmarkt ebenfalls sehr rasch wachsen werden. Die jährliche Wachstumsrate (CAGR) des sichtbaren Verbrauchs im EWR beträgt für die Jahre 2001 bis 2006 für Fotovoltaikprodukte rund 35 %. Dieser Wert liegt so deutlich über der CAGR des Bruttoinlandsprodukts im EWR in denselben Jahren (1,97 %), dass — selbst ohne EWR-Daten für diese Zwischenprodukte — kein Zweifel daran besteht, dass davon ausgegangen werden kann, dass die CAGR des sichtbaren Verbrauchs im EWR für dieselben Jahre bezogen auf die Zwischenprodukte ebenfalls deutlich über diesen 1,97 % liegt.

- (71) Auf der Grundlage der obengenannten Zahlen kommt die Kommission daher zu dem Schluss, dass das Investitionsvorhaben von DS mit Randnummer 68 Buchstabe b der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 vereinbar ist.

3.4.3. Beihilfeintensität (Randnummer 67 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007)

- (72) Beim derzeitigen Stand ist die Kommission der Auffassung, dass die von Deutschland vorgelegten Beweise nicht hinreichend stichhaltig sind, um zu belegen, dass die Vorhaben Freiberg-Ost und Freiberg-Süd keine wirtschaftlich unteilbare Einheit im Sinne von Randnummer 60 und Fußnote 55 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 bilden (siehe Abschnitt 3.4.1 oben).
- (73) Der maßgebliche Referenzsatz zur Berechnung des (abgezinsten) Barwertes der beihilfefähigen Kosten und der Beihilfebeträge ist der für die Eurozone geltende Referenzzinssatz von 5,19 %.
- (74) Die geplanten beihilfefähigen Kosten belaufen sich für die Vorhaben Freiberg-Ost und Freiberg-Süd nominal auf insgesamt 400 000 000 EUR. Für das Vorhaben Freiberg-Süd betragen die beihilfefähigen Kosten je nach dem genauen zeitlichen Ablauf der Investition und den genauen Kosten 369 230 578 EUR (Barwert). Voraussichtlich ausgezahlt wird eine Beihilfe von nominal insgesamt 62 000 000 EUR. In Abhängigkeit vom genauen zeitlichen Ablauf der Beihilfeauszahlungen für das Vorhaben Freiberg-Süd ergibt sich ein Beihilfebetrag von 55 509 332 EUR (Barwert). Das Bruttosubventionsäquivalent liegt bei 15,03 %.
- (75) Bei beihilfefähigen Kosten von 369 230 578 EUR und einem regionalen Beihilferegelsatz von höchstens 30 % beläuft sich die herabgesetzte höchstzulässige Beihilfeintensität nach Randnummer 67 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 auf 13,53 % BSÄ, was einem herabgesetzten Höchstbeihilfebetrag von 49 961 519 EUR (Barwert) entspricht.
- (76) Sollte sich die Vermutung der Kommission bestätigen, dass die Investitionsvorhaben Freiberg-Ost und Freiberg-Süd als Einzelinvestition im Sinne von Randnummer 60 und Fußnote 55 der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 einzustufen sind, läge die Gesamtbeihilfeintensität der Vorhaben mit 15,03 % über der bei diesem Vorhaben zulässigen Beihilfehchstintensität gemäß Herabsetzungsverfahren der Regionalbeihilfeleitlinien 2007 (13,53 %), was nicht mit Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe a des EG-Vertrags vereinbar wäre.

3.5. Schlussfolgerung

- (77) Aufgrund dieser Sachlage hat die Kommission nach vorläufiger Prüfung der Maßnahme Bedenken, ob und gegebenenfalls in welchem Umfang die angemeldete Beihilfe als mit den Regionalbeihilfeleitlinien 2007 vereinbar befunden werden kann.
- (78) Die Kommission kann keinen ersten Standpunkt zu der teilweisen oder vollständigen Vereinbarkeit der Maßnahme mit dem Gemeinsamen Markt einnehmen und hält eine eingehendere Prüfung der Beihilfemaßnahme für erforderlich. Wenn die Kommission im Rahmen der vorläufigen Prüfung nicht alle Zweifel an der Vereinbarkeit der Beihilfe mit dem Gemeinsamen Markt ausgeräumt sieht, muss sie alle sachdienlichen Konsultationen durchführen und daher das Verfahren nach Artikel 88 Absatz 2 des EG-Vertrags einleiten. Dadurch erhalten Dritte, auf die sich die Gewährung der Beihilfe auswirken kann, Gelegenheit zur Stellungnahme. Die Kommission wird die Maßnahme sowohl unter Berücksichtigung der notifizierten Angaben des betreffenden Mitgliedstaats als auch der von Dritten übermittelten Informationen prüfen und ihre endgültige Entscheidung erlassen.

4. ENTSCHEIDUNG

- (79) Aus diesen Gründen fordert die Kommission Deutschland im Rahmen des Verfahrens nach Artikel 88 Absatz 2 des EG-Vertrags auf, innerhalb eines Monats nach Eingang dieses Schreibens Stellung zu nehmen und alle für die Würdigung der Beihilfemaßnahme sachdienlichen Informationen zu übermitteln. Deutschland wird aufgefordert, unverzüglich eine Kopie dieses Schreibens an den potenziellen Beihilfeempfänger weiterzuleiten.
- (80) Die Kommission erinnert Deutschland an die aufschiebende Wirkung des Artikels 88 Absatz 3 des EG-Vertrags und verweist auf Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates, wonach alle rechtswidrigen Beihilfen von den Empfängern zurückgefordert werden können.

- (81) Die Kommission teilt Deutschland mit, dass sie die Beteiligten durch die Veröffentlichung des vorliegenden Schreibens und einer aussagekräftigen Zusammenfassung dieses Schreibens im *Amtsblatt der Europäischen Union* von der Beihilfesache in Kenntnis setzen wird. Außerdem wird sie Beteiligte in den EFTA-Staaten, die das EWR-Abkommen unterzeichnet haben, durch die Veröffentlichung einer Bekanntmachung in der EWR-Beilage zum *Amtsblatt der Europäischen Union* und die EFTA-Überwachungsbehörde durch die Übermittlung einer Kopie dieses Schreibens von dem Vorgang in Kenntnis setzen. Alle Beteiligten werden aufgefordert, innerhalb eines Monats ab dem Datum dieser Veröffentlichung Stellung zu nehmen.»
-